



X·TERRA

RESOURCES INC.

RAPPORT ANNUEL

ANNUAL REPORT

2014



POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2014
(une société au stade d'exploration / an exploration stage company)

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion des résultats d'opération et de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. (la « **Société** » ou « **X-Terra** ») est préparé en conformité avec le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il constitue un complément et un supplément aux états financiers consolidés de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et il devrait être lu en parallèle avec ceux-ci. La Société prépare ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** »). Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été préparés conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers, incluant les chiffres comparatifs. À moins d'indication contraire, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers consolidés et autre information financière de la Société figurant dans le présent rapport.

Le conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé de trois administrateurs dont deux sont indépendants et ne sont pas membres de la direction. Le comité se réunit avec la direction et les auditeurs pour discuter des résultats d'opération et de la situation financière de la Société avant de formuler des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour qu'il examine et approuve leur envoi aux actionnaires. Suivant la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société le 30 avril 2015.

DATE

Ce rapport de gestion a été rédigé le 30 avril 2015.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

The following management's discussion & analysis ("MD&A") of the operating results and financial position of X-Terra Resources Inc. (the "**Corporation**" or "**X-Terra**") follows *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's consolidated financial statements and related notes for the year ended December 31, 2014 and should be read in conjunction therewith. The Corporation prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards ("**IFRS**"). The audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014 have been prepared in accordance with IFRS applicable to the preparation of financial statements, including comparative figures. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the consolidated financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this MD&A.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board of Directors has appointed an Audit Committee composed of three directors, two of whom are independent and are not members of management. The Committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the Audit Committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements on April 30, 2015.

DATE

This MD&A is prepared as of April 30, 2015.

PERFORMANCE GLOBALE

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Ressources X-Terra Inc., une société d'exploration minière, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle a des intérêts dans les propriétés de terres rares ainsi qu'un important portfolio de licences de gaz de schiste au stade d'exploration situé dans la province de Québec, au Canada. Le 28 avril 2014, la société antérieure, X-Terra Resources Corporation, a conclu une convention d'échange d'actions avec Norvista Capital Corporation (« **Norvista** ») en vertu de laquelle X-Terra Resources Corporation a acquis toutes les actions émises et en circulation de Norvista contre les actions ordinaires de X-Terra Resources Corporation (la « **prise de contrôle inversée** »). Le 28 avril 2014, la Société a conclu une convention de transfert d'actifs avec X-Terra Resources Corporation en vertu de laquelle celle-ci a transféré à la Société l'ensemble de ses actifs et de ses passifs à l'exception de 2 millions d'actions de Brownstone Energy Inc. ayant une juste valeur de 80 000 \$ au 3 juin 2014, soit la veille de la clôture de la transaction, et de 1,85 millions de dollars en argent (le « **spin-out** »). La prise de contrôle inversée et le *spin-out* ont été complétés le 4 juin 2014 (voir les détails de la transaction dans la circulaire d'information de X-Terra Resources Corporation sur SEDAR.com). Aux fins de la présentation des données financières, la Société est considérée comme une continuation de X-Terra Resources Corporation. Ainsi, toutes références à la Société en ce qui concerne des événements antérieurs au 4 juin 2014 sont relatifs à X-Terra Resources Corporation.

La Société capitalise l'acquisition de propriétés et des dépenses d'exploration reliées aux propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles elle a un intérêt actif. Dans le cas où une de ces propriétés devient inactive ou s'avère non rentable, elle est radiée. Toute référence aux « propriétés » dans ce document désigne toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société a acquis un intérêt ou elle peut acquérir un intérêt dans le futur.

La Société est un émetteur assujéti au Québec, en Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba et en Ontario et se transige sur la bourse de croissance TSX (« **TSX-V** ») sous le symbole XTT depuis le 3 juillet 2014.

Un financement de 225 000\$ a été conclu en juin 2014 au prix de 0.10\$ par action. Cet argent sert principalement à l'analyse de différents projets afin de bonifier le portefeuille de projets de la Société ainsi que pour le fonds de roulement.

OVERALL PERFORMANCE

DESCRIPTION OF BUSINESS

X-Terra Resources Inc., an exploration stage company, is in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in rare earths properties as well as an important portfolio of shale gas licenses at the exploration stage located in the province of Québec in Canada. On April 28, 2014, the Corporation's predecessor, X-Terra Resources Corporation, entered into a Share Exchange Agreement with Norvista Capital Corporation (« **Norvista** ») pursuant to which X-Terra Resources Corporation acquired all of the issued and outstanding shares of Norvista in exchange for the common shares of X-Terra Resources Corporation (the « **Reverse Take-Over** »). On April 28, 2014, the Corporation entered into an Asset Transfer Agreement with X-Terra Resources Corporation pursuant to which the latter transferred to the Corporation all of the assets and all of the liabilities with the exception of 2 million of shares of Brownstone Energy Inc. having a fair value of \$80,000 as at June 3, 2014, the day before the closing of the transaction, and \$1.85 million in cash (the « **Spin-Out** »). The Reverse Take-Over and the Spin-Out were completed on June 4, 2014 (see details of the transaction in the management information circular of X-Terra Resources Corporation on SEDAR.com). For financial reporting purposes, the Corporation is considered to be a continuation of X-Terra Resources Corporation. Accordingly, all references to the Corporation for events that occurred prior to June 4, 2014 are related to X-Terra Resources Corporation.

The Corporation capitalizes property acquisition and exploration expenses relating to mineral and oil and gas properties in which it has an active interest. In the event that such properties become inactive or prove uneconomic, they are written-off. Any reference in this document to "properties" means any mining resources and oil and gas properties in which the Corporation has earned or in the future may earn an interest.

The Corporation is a reporting issuer in Québec, British Columbia, Alberta, Manitoba and Ontario and is traded on the TSX Venture Exchange (« **TSX-V** »), under the symbol XTT since July 3, 2014.

A financing of \$225,000 has been completed in June 2014 at a price of \$0.10 per share. This money is used primarily to analyze various projects to improve the Corporation's project portfolio and for working capital.

PROPRIÉTÉS

1. Propriétés minières

Propriété Lindsay (24 titres miniers)

Le projet de terres rares Lindsay détenu à 100 % par la Société est située à environ 125 kilomètres au sud de Rouyn-Noranda, Québec et à 70 kilomètres est-nord-est de North Bay, Ontario, le long de la frontière de la province, à mi-chemin entre le camp uranifère Elliot Lake et la ceinture aurifère de l'Abitibi, à l'intérieur du front de Greenville. Le projet se compose de 24 titres miniers (1 478 hectares) dans le canton de Villedieu.

La propriété est comprise dans la formation de Kipawa qui est composée par des gneiss dérivés d'une séquence mature de roche métasédimentaire détritique et chimique qui a subi un métamorphisme au faciès amphibolite supérieur (Rive 1973b). Le complexe intrusif alcalin de Kipawa est situé juste au nord de la propriété et cette masse plutonique pourrait s'étendre vers le sud de la propriété. La composition et la texture du complexe est hétérogène. Trois principales unités internes sont présentes : Un faciès syénitique-monzonite, un faciès de gneiss mafique rubanné et un faciès de granitique peralkaline. La découverte d'uranium et de minéralisation aurifère à Hunter's Point en 1957 a augmenté le niveau d'exploration d'uranium dans la région de Kipawa.

De plus, un levé d'échantillonnage a été effectué par Mines Aurizon dans les régions considérées comme étant les plus favorables pour la minéralisation aurifère. Ce levé a défini quatre tendances de dispersion aurifère en utilisant l'analyse des concentrés de minéraux lourds. La dispersion aurifère en concentré de minéraux lourds située au nord-est est située directement au nord-ouest de la propriété et est clairement le long d'une structure géologique majeure dans une direction nord-ouest qui couvre la propriété en son centre. Les concentrés de minéraux lourds ont donné des résultats d'analyse de plus de 0,1 g/t d'or dans 27 % des échantillons, incluant des résultats de 1,3 g/t et 2,0 g/t. En avril 2012, la société Exploration Fieldex a communiqué des résultats encourageants de terres rares sur leur projet Lac Sairs. Ils ont foré 19,55 mètres à une teneur de 1,10 % de TREO+Y2O3 au nord de la propriété Lindsay. En 2010, un total de trois trous de forage totalisant 358 mètres a été effectué sur la propriété Lindsay. Plus de 110 échantillons ont été envoyés au laboratoire pour fins d'analyse; toutefois, aucun résultat économique n'a été obtenu suite à cette campagne de forage. La Société a complété un rapport technique 43-101 sur sa propriété de terres rares Lindsay. Le projet Lindsay est un projet de stade intermédiaire avec des indices historiques d'uranium et de terres rares avec du potentiel économique pour ces produits. Les participants de la région, comme Matamec Explorations et Exploration Fieldex continuent à progresser confirmant le potentiel pour d'autres découvertes dans le complexe alcalin de Kipawa. La Société envisage également une potentielle entente de partenariat pour ce projet.

PROPERTIES

1. Mining properties

Lindsay Property (24 mining claims)

The 100% owned Lindsay rare earth elements (REE) project is located approximately 125 kilometres south of Rouyn-Noranda, Quebec and 70 kilometres east-northeast of North Bay, Ontario, along the provincial border, halfway between the Elliot Lake uranium camp and the Abitibi gold belt, within the Grenville front. The project consists of 24 mining claims (1,478 hectares) in the Villedieu Township.

The property is underlain by gneiss derived from a mature sequence of detrital and chemical metasedimentary rocks called the Kipawa formation that has been metamorphosed to upper amphibolite facies (Rive 1973b). The Kipawa alkaline intrusive complex is situated immediately north of the property and this plutonic mass could extend to the south of the property. The composition and texture of the complex is heterogeneous. Three principal internal units are present: a syenitic-monzonite facies; a banded mafic gneiss facies; and a peralkaline granite facies. The discovery of uranium and gold mineralization at Hunter's Point in 1957 increased uranium exploration in the Kipawa region.

In addition, a till sampling survey was conducted by Aurizon Mines in the regions considered most favourable for gold mineralization. This survey has defined four trends of gold dispersion utilizing the analysis of heavy mineral concentrates. The northeast dispersion trend of gold in heavy mineral concentrate is located immediately to the northwest of the property and is evident along the length of a major geological structure in a northwest direction that covers the property at its centre. The heavy mineral concentrates have yielded analyses of more than 0.1 g/t of gold in 27% of samples, including analyses of 1.3 g/t and 2.0 g/t of gold. In April 2012, the company Fieldex Exploration reported encouraging rare earth results on their Lac Sairs project, they drilled 19.55 metres of 1.10% TREO+Y2O3 north of the Lindsay property. In 2010, a total of three diamond drill holes totaling 358 metres have been done on the Lindsay property. More than 110 samples were sent to a lab for assaying; however, no economic results were obtained from this drilling campaign. The Corporation has completed a National Instrument 43-101 technical report on its Lindsay rare earth property in Kipawa. The Lindsay project is a mid-stage exploration project with historical uranium and REE occurrences and economic potential for these commodities. Area participants, like Matamec Explorations and Fieldex Exploration continue to make progress confirming the potential for other significant discoveries in the Kipawa alkaline complex. The Corporation is also considering a potential partnership for this project.

2. Propriétés de gaz de schiste

En mars 2011, un moratoire de facto de 3 ans a été décrété sur l'exploration du gaz de schiste au Québec par l'ancien gouvernement libéral. Ce moratoire était en réponse face aux préoccupations du public répandues sur les effets du développement du gaz de schiste et de la fracturation hydraulique sur la qualité des eaux souterraines. En septembre 2012, un gouvernement minoritaire du Parti Québécois (PQ) mené par Pauline Marois est arrivé au pouvoir. Une partie de la plateforme électorale du PQ était de maintenir le moratoire sur le gaz de schiste imposé par ses prédécesseurs. Au début du mois de février 2013, le ministre de l'environnement, Yves-François Blanchet, a annoncé une loi pour interdire l'exploration le long de la vallée du Saint-Laurent et de suspendre toute activité d'exploration en cours, au moins jusqu'à l'achèvement d'une évaluation environnementale stratégique (EES) mandatée par les libéraux dans le cadre du moratoire initial, et pour mettre en place et en œuvre des règlements officiels dans l'industrie. Le 7 avril 2014, un gouvernement majoritaire libéral mené par Philippe Couillard a été élu et la Société s'attend à une mise à jour sur l'industrie du gaz de schiste par le nouveau gouvernement. Entretemps, aucune nouvelle activité d'exploration n'a été entreprise et cette situation se poursuivra jusqu'à la fin du moratoire sur la production et l'exploration du gaz de schiste. La conclusion du rapport du BAPE du 28 novembre 2014 stipule que la commission d'enquête est d'avis qu'il n'est pas démontré que l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent avec la technique de fracturation hydraulique serait avantageuse pour le Québec. Cette décision n'affecte en rien les activités projetées de la Société puisque le potentiel gazier sur les terrains de la Société est principalement de type conventionnel donc qui ne nécessite pas la technique de fracturation hydraulique.

Propriétés Rimouski et Rimouski-Nord (5 licences)

L'exploration pétrolière et gazière au Québec est en cours depuis les 140 dernières années. Les découvertes notables de gaz incluent le champ de gaz Quaternaire Pointe-du-Lac, le champ de gaz Ordovicien de Saint-Flavien et la découverte de gaz Dévorien Silurien Galt près de Gaspé. Les découvertes de pétrole comprennent la découverte pétrolière de Port-au-Port à Terre-Neuve et l'accumulation mineure de pétrole à Haldimand, près de Gaspé. Bien que la province soit connue pour être pétrolifère, les découvertes ont été modestes. Les réservoirs peuvent être trouvés dans le Cambrien, l'Ordovicien, le Silurien, le Dévonien et le Quaternaire. Jusqu'à la « découverte » de la formation de schiste Utica, la plupart des accumulations de pétrole et de gaz dans le secteur étaient conventionnelles.

2. Shale gas properties

In March 2011, a 3-year de facto moratorium was placed on shale gas exploration in Quebec by the former Liberal government. This was in response to widespread public concern over the effects of shale gas development and hydraulic fracturing on groundwater quality. In September 2012, a minority Parti Québécois (PQ) government headed by Pauline Marois came into power. Part of the PQ government's campaign platform was to uphold the shale gas moratorium imposed by its predecessor. In early February 2013, Environment Minister Yves-François Blanchet announced legislation to ban exploration along the St. Lawrence Valley and to suspend any exploration already in progress, at least until the completion of a Strategic Environmental Assessment (SEA) mandated by the Liberals under the initial moratorium, and formal industry regulations are set up and implemented. On April 7, 2014, a majority Liberal government headed by Philippe Couillard was elected and the Corporation expects an update on Shale gas industry by the new government. In the meantime no new exploration operations were undertaken and this situation will continue until the end of the Moratorium on Shale gas exploration and production. The results of the BAPE report released November 28th, 2014 states that the audit committee is of the opinion that exploration and exploitation of shale gas in the Lower St. Lawrence Lowlands with the technique of hydraulic fracturing would not be advantageous for Quebec. This decision does not affect the planned activities of the Corporation since the gas bearing potential on the grounds of the Corporation is mainly conventional

Rimouski and Rimouski North Properties (5 licenses)

Oil and gas exploration in Quebec has been ongoing for the last 140 years. Notable gas discoveries include the Quaternary Pointe-du-Lac Gas Field, the Ordovician age St. Flavien Gas Field, and the Devonian Silurian Galt gas discovery near the town of Gaspé. Oil discoveries include the Port-au-Port oil discovery in Newfoundland and minor oil accumulation at Haldimand, near Gaspé. While the province is known to be petroliferous, the discoveries have been modest. Reservoirs can be found in the Cambrian, Ordovician, Silurian, Devonian and the Quaternary. Up until the "discovery" of the Utica Shale plays, most oil and gas accumulations in the area were conventional.

Une compilation a été complétée et une entente ferme 50/50 a été conclue avec un partenaire/opérateur bien connu dans le pétrole et le gaz nommé Brownstone Energy Inc. (« Brownstone »). En 2008, X-Terra a conclu un accord avec Brownstone en vertu de laquelle Brownstone a acquis un intérêt de 50 % dans les licences d'exploration en échange de l'émission de 2 millions d'actions ordinaires et de 2 millions de bons de souscription. La Société ne possède plus ces actions et tous les bons de souscription ont expirés.

X-Terra et son partenaire Brownstone ont effectué un relevé magnétique aérien de 5 543 kilomètres sur les projets Rimouski et Rimouski-Nord dans les basses terres du fleuve Saint-Laurent, Québec. Le relevé est composé de 5 543 kilomètres d'espacements de 300 mètres de lignes de vol et de 3 000 mètres d'espace de lignes de contrôle et a été complété par Geophysics GPR International-KalusAir Services Inc. (KASI). Les résultats préliminaires de cette dernière étude suggèrent des cadres structurels, ce qui pourrait générer des cibles sur les trois projets. Ces cadres structurels ont été étudiés par une étude géologique sur le terrain en 2010, afin de renouveler les licences des propriétés Rimouski et Rimouski-Nord qui ont de bonnes cibles potentielles. Les cartes sont disponibles sur le site web de la Société au www.xterraresources.com.

De plus, le 15 novembre 2013, les partenaires Squatex et Petrolympic ont annoncé la découverte d'un réservoir de gaz naturel conventionnel localisé dans le bassin appalachien du Québec lors du forage du puits Massé No.1 (puits qui se situe à 27 kilomètres à l'est de notre propriété Rimouski). Dans le cadre d'une campagne de carottage stratigraphique initiée par Squatex en 2010 pour évaluer le potentiel pétrolier et gazier de ses permis, d'importantes venues de gaz naturel ont été rencontrées à partir de 1 847 mètres de profondeur dans le puits Massé No.1 foré dans la région de la Rivière Mitis. Les carottes ont été récupérées et analysées depuis cette profondeur jusqu'à la profondeur totale du forage à 1 874 mètres, révélant un réservoir localisé dans la formation silurienne de Sayabec et consistant en un intervalle de calcaire dolomitisé de type hydrothermal de 10 mètres d'épaisseur et présentant des valeurs de porosité et de perméabilité élevées allant jusqu'à 20,8 % et 1624 mD, respectivement. Les roches à grains fins de la formation de Saint-Léon, qui surmontent le réservoir, en assurent la couverture.

A compilation has been completed and a 50/50 farm out deal has been finalized with a well-known oil and gas networked partner/operator named Brownstone Energy Inc. ("Brownstone"). In 2008, X-Terra entered into an agreement with Brownstone pursuant to which Brownstone acquired a 50% interest in the exploration licenses in exchange for the issuance to X-Terra of 2,000,000 common shares and 2,000,000 common shares purchase warrants. The Corporation does not own these shares anymore and all warrants have expired.

X-Terra and its partner Brownstone completed a 5,543-kilometre airborne magnetic survey on the Rimouski, and Rimouski North projects in the St. Laurent Lowlands, Quebec. The survey was composed of 5,543 kilometres of 300-metre-spacing flight lines and 3,000-metre-spacing control lines and was completed by Geophysics GPR International-KalusAir Services Inc. (KASI). Preliminary results from this last study suggest structural fabrics, which could generate targets on the three projects. These structural fabrics have been investigated by a geological field survey in 2010, in order to renew the licenses of Rimouski and Rimouski North properties which have good potential targets. The maps are available on the Corporation's website at www.xterraresources.com.

Moreover, on November 15, 2013, the partners Squatex and Petrolympic were proud to announce the discovery of a conventional reservoir of natural gas on its joint venture property in the Lower St. Lawrence area located in the Appalachian Basin of Quebec. The Massé No.1 well is located 27 kilometres east of the X-Terra's Rimouski project. While carrying a stratigraphic coring program, which Squatex started in 2010 to evaluate the oil and gas potential of its licenses, significant gas flows were first encountered at 1,847 metres-deep in the core hole Massé No.1 in the Mitis River area. The cores were collected and analysed from this depth down to the total depth of the well at 1,874 metres, revealing that the reservoir is hosted in the Silurian Sayabec Formation and consists of a 10 metre-thick interval of hydrothermally dolomitized limestone with high porosity and permeability values up to 20.8% and 1624 mD, respectively. An effective seal is provided by the overlying fine-grained rocks of the Saint-Leon Formation.

La dolomitisation hydrothermale est le mécanisme responsable de la création de nombreux réservoirs conventionnels de classe mondiale en Amérique du Nord, tels qu'Albion-Scipio au Michigan et Lady-Fern en Colombie-Britannique. Contrairement au gaz de schiste, ces types de réservoirs ne nécessitent pas de fracturation hydraulique. L'analyse du gaz présent dans le réservoir indique qu'il est composé à 89 % de méthane et dépourvu de sulfure d'hydrogène. Dans la région du Bas-Saint-Laurent au Québec, la Formation de Sayabec a été identifiée comme prospective depuis la découverte d'un équivalent exposé en surface, dolomitisé et rempli de bitume, et la découverte d'un intervalle naturellement fracturé et rempli d'eau salée dans un puits d'exploration foré en 1969. Cette découverte fait également écho à la nouvelle politique économique annoncée récemment par le gouvernement québécois en octobre 2014, qui fait une priorité de la mise en valeur du potentiel en hydrocarbures du sous-sol de la province et de la réduction à long-terme de sa dépendance envers les sources d'énergie étrangères, par le biais de forages exploratoires réalisés dans un contexte réglementaire actualisé et dans le complet respect de l'environnement et des communautés. Le forage du puits Massé No.2 des partenaires Squatex et Petrolympic est présentement en cours et X-Terra suit les développements avec attention.

Propriété Trois-Pistoles (8 licences)

La Société, avec son partenaire Brownstone, ont acquis 157 570 hectares de terrain additionnel dans les basses terres du fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Rivière-du-Loup pour le potentiel en pétrole et en gaz. Un relevé magnétique aérien qui a été effectué sur le projet Trois-Pistoles par le ministère des ressources naturelles du Québec est maintenant disponible.

RÉSUMÉ DE L'INFORMATION ANNUELLE ET TRIMESTRIELLE

Information annuelle sélectionnée et résultats d'opération

Les données financières sélectionnées qui suivent proviennent des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2014, 2013 et 2012 :

	Exercice terminé le 31 décembre / Fiscal year ended December 31,			
	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
	(\$)	(\$)	(\$)	
Revenus financiers	15 034	34 865	55 816	Interest income
Perte nette	(1 859 038)	(744 530)	(661 365)	Net loss
Perte nette de base et diluée par action ⁽¹⁾	(0,36)	(0,19)	(0,17)	Basic and diluted net loss per share ⁽¹⁾
Actif total	498 309	4 097 300	4 700 189	Total assets

(1) Les pertes par action de base et diluées ont été modifiées afin de refléter l'impact rétrospectif du regroupement d'actions.

La Société n'a pas, depuis la date de sa constitution en personne morale, déclaré ni versé de dividendes sur ses actions ordinaires. Dans un proche avenir, la Société prévoit conserver les bénéfices futurs et autres ressources de trésorerie à l'exploitation et l'expansion de ses activités.

Hydrothermal dolomitization is the generation mechanism of many world-class conventional reservoirs in North America, such as Albion-Scipio in Michigan and Lady-Fern in British Columbia. Contrary to shale gas, these types of reservoirs do not require hydraulic fracturation. The analysis of the gas charge of the reservoir indicates it is composed of 89% methane and devoid from hydrogen sulfide. In the Lower St. Lawrence of Quebec, the Sayabec Formation has been recognized as a prospective unit since the discovery of an analogue outcrop at surface, dolomitized and filled with bitumen, and the discovery of a naturally fractured interval filled with salt water in an exploratory well drilled in 1969. This discovery also echoes the new economic policy announced by the Québec government in October 2014, which makes a priority of the demonstration of the hydrocarbon potential of the province and the long-term reduction of its dependence on foreign energy sources, through the drilling of exploratory wells in a context of rejuvenated regulations and the complete respect of the environment and the community. The well Massé No.2 of the partners Squatex and Petrolympic is currently being drilled and X-Terra is following very closely any development.

Trois-Pistoles property (8 licenses)

The Corporation with its partner Brownstone have acquired 157,570 hectares of additional land in the St. Laurent Lowlands between Rimouski and Rivière-du-Loup for the potential in oil and gas. An airborne magnetic survey which was flown over the Trois-Pistoles project by the Québec Natural Resources department is now available.

SUMMARY OF ANNUAL AND QUARTERLY INFORMATION

Selected Annual Information and Operation Results

The following selected financial data are derived from the audited consolidated financial statements of the Corporation for the fiscal years ended December 31, 2014, 2013 and 2012:

(1) Basic and diluted loss per share were modified to take into account the retrospective impact of the share consolidation.

The Corporation has not since the date of its incorporation, declared or paid any dividends on its Common Shares. For the foreseeable future, the Corporation anticipates that it will retain future earnings and other cash resources for the operation and development of its business.

Résultats d'activités d'opération

La Société est une société d'exploration et, par conséquent, elle ne dégage pas de revenus réguliers et doit continuellement émettre des actions pour pouvoir poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières et ses opérations courantes. Au cours de l'exercice 2014, la Société a enregistré une perte nette de 1 859 038 \$ comparativement à une perte nette de 744 530 \$ pour l'exercice 2013. La Société a enregistré, pour 2014, des revenus financiers de 15 034 \$ (34 865 \$ pour 2013). La Société a enregistré une variation de la juste valeur des titres négociables de 4 875 \$ (2013 - 6 990 \$). La Société a enregistré une dépréciation d'investissement disponible à la vente de 10 000 \$ en 2014 contre 330 000 \$ pour 2013. Les dépenses d'opération de la Société pour 2014 se sont élevées à 1 859 197 \$ (2013 - 442 405 \$) et inclut de la rémunération à base d'actions de 59 400 \$ (2013 - 51 450 \$). La Société a radié des propriétés et leur frais d'exploration reportés pour 925 059 \$ et 547 004 \$ respectivement pour 2014 contre aucune radiation en 2013. Les honoraires professionnels ont diminué passant de 183 645 \$ en 2013 à 138 459 \$ en 2014. Les honoraires de consultants ont légèrement diminué passant de 111 980 \$ en 2013 à 106 000 \$ en 2014. Les dépenses de conférences et promotion ont augmenté passant de 7 849 \$ en 2013 à 11 207 \$ en 2014. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont diminué passant de 47 452 \$ en 2013 à 30 082 \$ en 2014. La Société a enregistré des dépenses d'exploration de 1 500 \$ en 2014 (aucun montant en 2013). Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Frais de bureau et frais généraux

Voici le détail des frais de bureau et frais généraux pour les deux derniers exercices récemment complétés :

	\$ <u>2014</u>	\$ <u>2013</u>	
Location des locaux	25 140	25 140	Office leasing
Assurances	8 186	8 198	Insurances
Dépenses de bureau	5 174	3 964	Office operations and facilities
	<u>38 500</u>	<u>37 302</u>	

Activités de financement

Un placement privé de 225 000 \$ a été complété en 2014. La Société a enregistré des frais d'émission de 10 000 \$.

Operating activities and results

The Corporation is an exploration company and, accordingly, does not generate revenue on a regular basis and must continually issue shares in order to further explore its mineral and oil and gas properties and its operations. During the fiscal year 2014, the Corporation registered a net loss of \$1,859,038 in comparison with a net loss registered for the fiscal year 2013 of \$744,530. The Corporation has recorded, for 2014, interest income of \$15,034 (\$34,865 in 2013). The Corporation recorded a variation of fair value in marketable securities of \$4,875 (in 2013 - variation of \$6,990). The Corporation recorded impairment on available-for-sale investment of \$10,000 in 2014 against \$330,000 for 2013. The Corporation's operating expenses for 2014 are at \$1,859,197 (2013 - \$442,405) and include share-based compensation of \$59,400 (2013 - \$51,450). The Corporation impaired properties and their deferred exploration expenses in 2014 for \$925,059 and \$547,004 respectively against no impairment in 2013. Professional fees have decreased from \$183,645 in 2013 to \$138,459 in 2014. Consulting fees have slightly decreased and went from \$111,980 in 2013 to \$106,000 in 2014. Conference and promotion fees have increased and went from \$7,849 in 2013 to \$11,207 in 2014. Allocated sums for public company expenses have decreased and went from \$47,452 in 2013 to \$30,082 in 2014. The Corporation recorded exploration expenses of \$1,500 in 2014 (none in 2013). The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Office and general expenses

This is the detail for office and general expenses for the two most recent fiscal years:

Financing activities

A private placement of \$225,000 was completed in 2014. The Corporation recorded share issuance fees of \$10,000.

Financement / Financing	Date	Usage / Purpose	Objectifs commerciaux / Commercial objectives
Placement privé / Private placement 225 000 \$	Juin 2014 / June 2014	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.

Activités d'investissement

En 2014, la Société a effectué des sorties de fonds de 16 208 \$ sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et a effectué des sorties de fonds de 8 495 \$ dans les frais d'exploration reportés. En 2014, la Société a reçu 22 046 \$ en crédits d'impôts et devrait recevoir 5 762 \$ en 2015.

Investing activities

In 2014, the Corporation had a cash outflow of \$16,208 for acquisitions of mining and oil and gas properties and had a cash outflow of \$8,495 in deferred exploration expenses. In 2014, the Corporation received \$22,046 in tax credits and should receive \$5,762 during 2015.

Liquidités et fonds de roulement

Au 31 décembre 2014, la Société possédait un fonds de roulement de 204 178 \$ (2 277 626 \$ au 31 décembre 2013), incluant la trésorerie et équivalents de trésorerie de 207 779 \$ (1 702 514 \$ au 31 décembre 2013).

L'exercice des 550 000 options en circulation à la date de ce rapport représente un financement potentiel supplémentaire de 60 500 \$. Ces options expirent en 2024 et ont un prix d'exercice de 0,11 \$.

Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente une comparaison des informations financières trimestrielles pour les huit trimestres précédents.

Période / Period	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
Année / Year	2014	2014	2014	2014	2013	2013	2013	2013
Revenus / Revenues	433	637	5 865	8 099	8 481	8 773	9 096	8 515
Perte de la période / Loss for the period	(137 628)	(44 726) ^(a)	(1 615 301) ^(a)	(61 383)	(202 655)	(91 926)	(129 449) ^(b)	(320 500) ^(b)
Perte par action de base et diluée ⁽¹⁾ / Basic and diluted loss per share ⁽¹⁾	(0,02)	(0,01)	(0,35)	(0,02)	(0,05)	(0,02)	(0,03)	(0,08)
Total de l'actif / Total assets	498 309	577 808	619 592	3 975 556	4 097 300	4 218 852	4 296 829	4 437 351

(1) Les pertes par action de base et diluées ont été modifiée afin de refléter l'impact rétrospectif du regroupement d'actions.

(a) La perte nette du deuxième et du troisième trimestre de 2014 ont été reclassés pour donner effet à l'enregistrement d'une dépréciation de la propriété Lindsay et des dépenses d'exploration associées en juin 2014, tel que décrit à la note 6 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et le détail des reclassements, quant à lui, est divulgué à la note 21.

(b) La perte nette du premier et du deuxième trimestre de 2013 ont été reclassés pour donner suite à l'enregistrement des baisses supplémentaires de la juste valeur des investissements de la Société dans des actions d'une compagnie publique directement à l'état consolidé de la perte plutôt que par le biais de la perte globale comme rapporté précédemment. Le détail des reclassements est divulgué à la note 8 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités de X-Terra Resources Corporation pour la période de neuf mois et de trois mois terminée le 30 septembre 2013.

Liquidity and working capital

As at December 30, 2014, the Corporation had a working capital of \$204,178 (December 31, 2013 – \$2,277,626), which included cash and cash equivalents of \$207,779 (December 31, 2013 – \$1,702,514).

The exercise of the 550,000 outstanding stock options as of the date of this MD&A represents an added potential financing of \$60,500. These options expire in 2024 and have an exercise price of \$0.11.

Summary of Quarterly results

The following table sets a comparison of selected quarterly financial information for the previous eight quarters:

Période / Period	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
Année / Year	2014	2014	2014	2014	2013	2013	2013	2013
Revenus / Revenues	433	637	5 865	8 099	8 481	8 773	9 096	8 515
Perte de la période / Loss for the period	(137 628)	(44 726) ^(a)	(1 615 301) ^(a)	(61 383)	(202 655)	(91 926)	(129 449) ^(b)	(320 500) ^(b)
Perte par action de base et diluée ⁽¹⁾ / Basic and diluted loss per share ⁽¹⁾	(0,02)	(0,01)	(0,35)	(0,02)	(0,05)	(0,02)	(0,03)	(0,08)
Total de l'actif / Total assets	498 309	577 808	619 592	3 975 556	4 097 300	4 218 852	4 296 829	4 437 351

(1) Basic and diluted loss per share were modified to take into account the retrospective impact of the share consolidation.

(a) The net loss of the second and third quarters of 2014 have been restated to give effect to the recording of the impairment of the Lindsay property and associated deferred exploration expenses in June 2014 as disclosed in Note 6 of the Corporation's audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014 and the details of the restatement, for its part, are disclosed in Note 21.

(b) The net loss of the first and second quarters of 2013 have been restated to give effect to the recording of the additional declines in fair value of the Corporation's available-for-sale investments in shares of a public company directly in the consolidated statement of loss instead of through other comprehensive loss as it had been previously reported. The details of the restatement are disclosed in Note 8 to the interim condensed consolidated financial statements of X-Terra Resources Corporation for the nine-month and three-month periods ended September 30, 2013.

Quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de 2014 (« Q4 2014 »), la Société a enregistré une perte nette de 137 628 \$ comparativement à une perte nette de 202 655 \$ pour le quatrième trimestre de 2013 (« Q4 2013 »). La Société a enregistré, pour Q4 2014, des revenus financiers de 433 \$ (8 481 \$ pour Q4 2013). La Société n'a enregistré aucune variation de la juste valeur des titres négociables pour Q4 2014 (variation de 1 650 \$ pour Q4 2013). Les dépenses d'opération de la Société pour Q4 2014 se sont élevées à 138 061 \$ (209 486 \$ pour Q4 2013). Les honoraires professionnels ont diminué passant de 140 112 \$ pour Q4 2013 à 1 500 \$ pour Q4 2014. Les honoraires professionnels élevés de Q4 2013 proviennent principalement des frais liés à la prise de contrôle inversée. Les honoraires de consultants ont diminué passant de 32 380 \$ pour Q4 2013 à 24 280 \$ pour Q4 2014. Les dépenses de conférences et promotion ont légèrement diminué passant de 1 966 \$ pour Q4 2013 à 1 382 \$ pour Q4 2014. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont diminué passant de 24 871 \$ pour Q4 2013 à 4 067 \$ pour Q4 2014. La Société a enregistré une radiation d'une propriété minière et ses frais reportés de 4 070 \$ et 30 122 \$ respectivement pour Q4 2014 contre aucune radiation pour Q4 2013. La Société a enregistré des dépenses de rémunération à base d'actions de 59 400 \$ pour Q4 2014 contre aucun montant pour Q4 2013. Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Propriétés minières, pétrolières et gazières (Toutes les propriétés sont situées au Canada) / Mining and Oil and Gas Properties (All properties are located in Canada)

Frais d'exploration reportés / Deferred exploration expenses

Fourth Quarter

During the fourth quarter of 2014 ("Q4 2014"), the Corporation registered a net loss of \$137,628 in comparison with a net loss registered of \$202,655 for the fourth quarter of 2013 ("Q4 2013"). The Corporation has recorded, for Q4 2014, finance income of \$433 (\$8,481 for Q4 2013). The Corporation recorded no variation of fair value in marketable securities for Q4 2014 (variation of \$1,650 for Q4 2013). The Corporation's expenses for Q4 2014 are at \$138,061 (\$209,486 for Q4 2013). Professional fees have decreased from \$140,112 for Q4 2013 to \$1,500 for Q4 2014. Professional fees of Q4 2013 derived primarily fees related to the Reverse Take-Over. Consulting fees have decreased from \$32,380 for Q4 2013 to \$24,280 for Q4 2014. Conference and promotion fees have slightly decreased from \$1,966 for Q4 2013 to \$1,382 for Q4 2014. Allocated sums for public company expenses decreased from \$24,871 for Q4 2013 to \$4,067 for Q4 2014. The Corporation has recorded an impairment of a mining property and its deferred exploration expenses of \$4,070 and \$30,122 respectively for Q4 2014 against no amount for Q4 2013. The Corporation recorded share-based compensation expense of \$59,400 for Q4 2014 against no amount for Q4 2013. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

**Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014
For the year ended December 31, 2014**

Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde – début de l'exercice / Balance – Beginning of year \$	Augmentation / Increase \$	Crédits d'impôt remboursables et droits miniers / Refundable tax credits and mining duties \$	Radiation / Write-off \$	Solde – fin de l'exercice / Balance – End of year \$
Lindsay	100	551 469	1 860	(520)	(516 882)	35 927
Rimouski	50	43 211	755	(212)	-	43 754
Rimouski North	50	45 536	1 068	(299)	-	46 305
Trois-Pistoles	50	2 092	1 297	(363)	-	3 026
Sheldon	100	27 057	4 500	(1 435)	(30 122)	-
		669 365	9 480	(2 829)	(547 004)	129 012

Frais d'exploration reportés (suite) / Deferred exploration expenses (continued)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013
For the year ended December 31, 2013

Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde – début de l'exercice / Balance – Beginning of year \$	Augmentation / Increase \$	Crédits d'impôt remboursables et droits miniers / Refundable tax credits and mining duties \$	Solde – fin de l'exercice / Balance – End of year \$
Lindsay	100	550 228	1 447	(506)	551 469
Rimouski	50	43 171	62	(22)	43 211
Rimouski North	50	45 496	62	(22)	45 536
Trois-Pistoles	50	2 092	-	-	2 092
Sheldon	100	-	54 961	(27 904)	27 057
		<u>641 287</u>	<u>56 532</u>	<u>(28 454)</u>	<u>669 365</u>

	2014 \$	2013 \$	
Frais d'exploration reportés			Deferred exploration expenses
Carothèque	6 000	7 332	Accommodations
Cartes et accessoires	-	1 965	Maps, printing and drafting
Analyses et analyses géochimiques	-	672	Assay and geochemical analyses
Géologie	3 480	46 358	Geology
Honoraires de supervision des travaux	-	205	Fees for supervision of work
	<u>9 480</u>	<u>56 532</u>	
Déductions			Deductions
Crédits d'impôt remboursables et droits miniers	(2 829)	(28 454)	Refundable tax credits and mining duties
Dépréciation	(547 004)	-	Impairment
	<u>(540 353)</u>	<u>28 078</u>	
Augmentation des frais d'exploration reportés			Increase in deferred exploration expenses
	<u>669 365</u>	<u>641 287</u>	
Solde – début de l'exercice			Balance – Beginning of year
	<u>129 012</u>	<u>669 365</u>	
Solde – fin de l'exercice			Balance – End of year

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société ne prévoit pas la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a pas conclu d'entente spéciale afin de minimiser ses risques d'investissement, de change ou de commodité. Il n'y a pas d'arrangements hors bilan, comme un contrat de garantie, un intérêt éventuel dans des actifs transférés à une entité, d'obligations vis-à-vis des instruments dérivés et/ou des obligations qui déclenchent un risque de financement, de liquidité, de marché ou de crédit pour la Société.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf si indiqué autrement, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

	2014	2013	
	\$	\$	
Directeurs ou une société détenue par des directeurs			Officers or a corporation held by officers
Honoraires de consultants	106 000	111 980	Consulting fees
Loyer	24 000	24 000	Rent
	<u>130 000</u>	<u>135 980</u>	

Au 31 décembre 2014, le solde dû aux apparentés est de 9 175 \$ (2013 – 10 256 \$). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

Rémunération des principaux dirigeants

La Société a une entente de service avec un apparenté pour fournir des services de gestion à la Société, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et de charges sociales.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

	2014	2013	
	\$	\$	
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	86 260	85 400	Key management services and directors' fees
Dépense de rémunération à base d'actions	59 400	51 450	Share-based compensation expense
	<u>145 660</u>	<u>136 850</u>	

PROJECTED OPERATIONS

The Corporation does not foresee any important acquisitions or disposal of property.

OFF-BALANCE SHEET ARRANGEMENT

The Corporation has not entered into any specialized financial agreements to minimize its investments, currency or commodity risk. There are no off-balance sheets arrangements, such as a guarantee contract, contingent interest in assets transferred to an entity, derivative instruments obligations and/or any obligations that trigger financing, liquidity, market or credit risk to the Corporation.

RELATED PARTY TRANSACTIONS

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

As at December 31, 2014, the balance due to related parties amounts to \$9,175 (2013 - \$10,256). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

Compensation of key management

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Key management includes directors and senior executives. The compensation paid or payable to key management is presented below:

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Pour dresser des états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Les méthodes et estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites à la note 6 de ses états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées ci-dessous.

Exploration et évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (E&E) sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;

CRITICAL ACCOUNTING POLICIES AND ESTIMATES

The preparation of consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the consolidated financial statements and accompanying notes. There is a full disclosure and description of the Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates in Note 6 of its audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014.

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of these financial statements are summarized below.

Exploration and evaluation

Exploration and evaluation (E&E) assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
- determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
- studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;

- les activités relatives aux licences; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans l'état consolidé de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

- licensing activities; and
- economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the headings expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenditures, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions upon which the options were granted.

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Comme mentionné à la note 1, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2014, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 207 779 \$ (2013 – 1 702 514 \$) pour régler ses passifs courants de 22 325 \$ (2013 – 96 678 \$). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Deferred income tax is provided using the statement of financial position liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

FINANCIAL INSTRUMENTS

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2014, the Corporation had cash and cash equivalents amounting to \$207,779 (2013 – \$1,702,514) to settle current liabilities of \$22,325 (2013 – \$96,678). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes de vente réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial ainsi qu'un montant à recevoir d'un partenaire (reçu en 2015). La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie chez une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2014, sont composés de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des crédettes et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

*Hiérarchie de la juste valeur***Instruments financiers de niveau 1**

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus aux dates de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Au 31 décembre 2014, aucun instrument n'est considéré de niveau 1 (l'investissement disponible à la vente en 2013).

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax, as well as amounts receivable from a partner (reimbursed in 2015). The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2014 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

*Fair value hierarchy***Financial instruments in Level 1**

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2014, there is no instrument included in Level 1 (available-for-sale investment in 2013).

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré de niveau 3.

Au 31 décembre 2014 et 2013, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Les titres de la Société sont fortement spéculatifs. Dans l'évaluation de la Société, il est important de considérer qu'il s'agit d'une entreprise d'exploration minière au stade d'exploration de ses opérations. À ce jour, la Société n'a pas eu de revenu et ne s'attend pas à en avoir dans l'immédiat. Un investisseur éventuel ou une autre personne évaluant la Société ne devrait pas considérer d'y investir, sauf si l'investisseur est dans la capacité de supporter une perte économique de la totalité de l'investissement. Tous les coûts ont été financés par les capitaux propres. Certains risques sont associés avec les activités de la Société, y compris :

Exploration minière et développement

Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai à valeur commerciale. Le développement de l'une de ses propriétés ne suivra qu'après l'obtention de résultats d'exploration satisfaisants. L'exploration minière et le développement implique un degré élevé de risque et seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Il n'y a aucune assurance que l'exploration minière et les activités de développement de la Société résulteront en la découverte d'un gisement de minerai à valeur commerciale sur l'une de ses propriétés. Plusieurs années peuvent s'écouler entre la découverte et le développement des dépôts de minerai économiquement rentable.

La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerais commercialement exploitables. La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux précieux ou de base dépend d'un certain nombre de facteurs incluant les infrastructures et la réglementation gouvernementale, en particulier celles relatives à l'environnement, les taxes et les redevances. Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que le minerai sera découvert en quantité suffisante, taille et teneur sur aucune des propriétés pour justifier des opérations commerciales.

Viabilité commerciale des propriétés minières

Des dépenses importantes sont requises pour établir les réserves de minerai par forage, pour développer des procédés métallurgiques pour extraire le métal du minerai et pour développer les installations et les infrastructures minières et de traitement à tout site choisi pour l'exploitation minière. Rien ne garantit que les minéraux soient découverts en quantité suffisante pour justifier l'exploitation commerciale ou que les fonds requis pour le développement peuvent être obtenus au moment opportun.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31, 2014 and 2013, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

RISK AND UNCERTAINTIES

The securities of the Corporation are highly speculative. In evaluating the Corporation, it is important to consider that it is a resources exploration enterprise in the exploratory stage of its operations. To date, the Corporation has had no revenues and there is no immediate expectation of revenues. A prospective investor or other person reviewing the Corporation should not consider an investment in it unless the investor is capable of sustaining an economic loss of the entire investment. All costs have been funded through equity. Certain risks are associated with the Corporation's business including:

Mineral Exploration and Development

The Corporation's properties are in the exploration stage and are without a known body of commercial ore. Development of any of its properties will only follow after obtaining satisfactory exploration results. Mineral exploration and development involve a high degree of risk and few properties which are explored are ultimately developed into producing mines. There is no assurance that the Corporation's mineral exploration and development activities will result in the discovery of a body of commercial ore on any of its properties. Several years may pass between the discovery and development of commercial mineable mineralized deposits.

Most exploration projects do not result in the discovery of commercially mineralized deposits. The commercial viability of exploiting any precious or base metal deposit is dependent on a number of factors including infrastructure and governmental regulation, in particular those relating to environment, taxes, and royalties. No assurance can be given that minerals will be discovered of sufficient quality, size and grade on any of the Corporation's properties to justify a commercial operation.

Economics of Developing Mineral Properties

Substantial expenses are required to establish ore reserves through drilling, to develop metallurgical processes to extract metal from ore and to develop the mining and processing facilities and infrastructure at any site chosen for mining. No assurance can be given that minerals will be discovered in sufficient quantities to justify commercial operation or that the funds required for development can be obtained on a timely basis.

La commercialisation des minéraux acquis ou découverts peut être affectée par de nombreux facteurs qui sont hors du contrôle de la Société et qui peuvent être imprévisibles, tels que les fluctuations du marché, la proximité et la capacité des usines de traitement, les marchés des minéraux et de l'équipement de traitement et d'autres facteurs tels que les règlements gouvernementaux, incluant les règlements relatifs aux redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de minéraux et la protection de l'environnement. Selon les prix des minéraux produits, la Société peut déterminer qu'il est impossible de commencer ou de poursuivre la production commerciale.

Règlementation environnementale

La Société propose de mener des activités d'exploration dans diverses parties du Canada. Ces activités sont soumises à des lois, règles et règlements, y compris, dans certains cas, des garanties de remise en état. Au Canada, une vaste législation environnementale a été adoptée par les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux. Toutes les phases des opérations de la Société sont soumises à la réglementation environnementale dans les territoires dans lesquels elle exerce ses activités. La réglementation environnementale évolue d'une manière qui exige des normes et une application plus rigoureuse, des amendes et des pénalités plus élevées pour non-conformité, des études environnementales plus rigoureuses des propriétés projetées et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés et leurs dirigeants, administrateurs et employés. Rien ne garantit que les changements futurs à la réglementation environnementale, s'il y a lieu, auront des incidences défavorables sur les activités de la Société. Le coût de conformité aux changements de réglementations gouvernementales a le potentiel de réduire la rentabilité des opérations ou d'empêcher entièrement le développement économique d'une propriété. Des dangers pour l'environnement peuvent exister sur les propriétés de la Société, qui sont inconnus de la Société à l'heure actuelle, qui peuvent avoir été causés par les propriétaires ou exploitants actuels ou précédents des propriétés.

La Société a adopté des pratiques environnementales visant à s'assurer qu'elle continue à respecter ou dépasser toutes les réglementations environnementales actuellement applicables. Toutes les activités de la Société sont conformes à tous les égards importants avec la législation environnementale applicable. La Société est actuellement engagée dans l'exploration avec un impact environnemental entre nul et minimal.

The marketability of any minerals acquired or discovered may be affected by numerous factors which are beyond the Corporation's control and which cannot be predicted, such as market fluctuations, the proximity and capacity of milling facilities, mineral markets and processing equipment, and such other factors as government regulations, including regulations relating to royalties, allowable production, importing and exporting of minerals, and environmental protection. Depending on the price of minerals produced, the Corporation may determine that it is impractical to commence or continue commercial production.

Environmental Regulations

The Corporation proposes to conduct exploration activities in various parts of Canada. Such activities are subject to laws, rules and regulations governing the protection of the environment, including, in some cases, posting of reclamation bonds. In Canada, extensive environmental legislation has been enacted by federal, provincial and territorial governments. All phases of the Corporation's operations are subject to environmental regulation in the jurisdictions in which it operates. Environmental legislation is evolving in a manner which requires stricter standards and enforcement, increased fines and penalties for non-compliance, more stringent environmental assessments of proposed properties and a heightened degree of responsibility for companies and their officers, directors and employees. There is no assurance that future changes in environmental regulations, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. The cost of compliance with changes in governmental regulations has the potential to reduce the profitability of operations or to preclude entirely the economic development of a property. Environmental hazards may exist on the Corporation's properties, which hazards are unknown to the Corporation at present, which may have been caused by previous or existing owners or operators of the properties. The Corporation is not aware of any environmental hazards on any of the properties held by the Corporation.

The Corporation has adopted environmental practices designed to ensure that it continues to comply with or exceed all environmental regulations currently applicable to it. All of the Corporation's activities are in compliance in all material respects with applicable environmental legislation. The Corporation is currently engaged in exploration with nil to minimal environmental impact.

Incertitude des droits de propriété et les limites des propriétés de ressources

Rien ne garantit que les droits de propriété et autres droits dans les concessions détenues par la Société ne sont pas soumis à une perte ou d'un différend particulier parce que ces droits peuvent être soumis à des accords antérieurs non enregistrés ou des transferts ou d'autres revendications territoriales et peuvent être affectées par des défauts et des lois et règlements défavorables qui n'ont pas été identifiées par la Société. Nonobstant le fait que l'exploration et l'exploitation de concessions à l'égard duquel la Société peut détenir des intérêts divers ont été interrogées, les endroits limites précis de celui-ci peuvent être sujets à contestation. Bien que la Société ait exercé la vérification diligente habituelle à l'égard des titres de propriété dans lesquelles elle a un intérêt important, il n'y a aucune garantie que les titres de propriétés ne seront pas contestés ou attaqués. Les propriétés minières de la Société peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires. De plus, certains des titres miniers dans lesquels la Société détient une participation ne sont pas enregistrés en son nom et ne peuvent être enregistrés jusqu'à ce que certaines mesures soient prises par d'autres parties. Avant qu'un nombre de titres miniers sous option puisse être enregistré au nom de la Société, le tenant des titres doit les attribuer à la Société une fois que la Société a rempli ses obligations liées à l'entente d'option. Il n'y a aucune garantie que le tenant des titres sous-jacent les attribuera.

Conflits d'intérêts potentiels

Les administrateurs de la Société siègent comme administrateurs d'autres sociétés publiques et privées et consacrent une partie de leur temps pour gérer d'autres intérêts commerciaux. Cela peut résulter en certains conflits d'intérêts. Dans la mesure où ces autres sociétés peuvent participer dans des projets auxquelles la Société participe également, les administrateurs et les dirigeants de la Société peuvent être en conflit d'intérêt dans la négociation et la conclusion d'un accord à l'égard de la participation de chaque société. La Loi canadienne sur les sociétés par actions, à laquelle la Société est assujettie, tient les administrateurs et les dirigeants de la Société à agir honnêtement et de bonne foi en vue du meilleur intérêt de la Société. Toutefois, en situation de conflit d'intérêts, les administrateurs de la Société peuvent devoir les mêmes obligations à une société et nécessitera d'équilibrer les obligations et les responsabilités concurrentes de leurs actions. Il n'y a aucune garantie que les besoins de la Société seront priorisés dans tous les cas. De temps en temps, plusieurs sociétés peuvent participer ensemble à l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés de ressources naturelles, permettant aussi à ces sociétés de: (i) participer à des projets plus importants; (ii) acquérir un intérêt dans un plus grand nombre de projets; et (iii) réduire leur exposition financière à l'égard de n'importe quel projet. Une société donnée peut attribuer, à ses frais, la totalité ou une portion de ses intérêts dans un projet donné à une autre compagnie affiliée à cause de la situation financière de la société attributive. Afin de déterminer si la Société participera ou non à un projet donné et l'intérêt à y acquérir, il est attendu que les administrateurs de la Société vont considérer premièrement le niveau de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Uncertainty of Ownership Rights and Boundaries of Resource Properties

There is no assurance that the rights of ownership and other rights in concessions held by the Corporation are not subject to loss or dispute particularly because such rights may be subject to prior unregistered agreements or transfers or other land claims and may be affected by defects and adverse laws and regulations which have not been identified by the Corporation. Notwithstanding that the exploration and operating concessions in respect of which the Corporation may hold various interests have been surveyed, the precise boundary locations thereof may be in dispute. Although the Corporation has exercised the usual due diligence with respect to title to properties in which it has a material interest, there is no guarantee that title to the properties will not be challenged or impugned. The Corporation's mineral property interest may be subject to prior unregistered agreements or transfers or native land claims and title may be affected by undetected defects. In addition, certain of the mining claims in which the Corporation has an interest are not recorded in its name and cannot be recorded until certain steps are taken by other parties. Before a number of claims under option can be recorded in the Corporation's name, the underlying title holder has to assign title to the Corporation once the Corporation satisfies its option agreement obligations. There are no assurances that the underlying title holder will assign title.

Potential Conflicts of Interest

The directors of the Corporation serve as directors of other public and private companies and devote a portion of their time to manage other business interests. This may result in certain conflicts of interest. To the extent that such other companies may participate in ventures in which the Corporation is also participating, such directors and officers of the Corporation may have a conflict of interest in negotiating and reaching an agreement with respect to the extent of each company's participation. The Canada Business Corporations Act, to which the Corporation is subject, requires the directors and officers of the Corporation to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation. However, in conflict of interest situations, directors of the Corporation may owe the same duty to another company and will need to balance the competing obligations and liabilities of their actions. There is no assurance that the needs of the Corporation will receive priority in all cases. From time to time, several companies may participate together in the acquisition, exploration and development of natural resource properties, thereby allowing these companies to: (i) participate in larger programs; (ii) acquire an interest in a greater number of programs; and (iii) reduce their financial exposure with respect to any one program. A particular company may assign, at its cost, all or a portion of its interests in a particular program to another affiliated company due to the financial position of the company making the assignment. In determining whether or not the Corporation will participate in a particular program and the interest therein to be acquired by it, it is expected that the directors of the Corporation will primarily consider the degree of risk to which the Corporation may be exposed and its financial position at the time.

Règlementation gouvernementale

L'exploration, la mise en valeur et l'exploitation minière de propriétés dans lesquelles la Société possède une participation pourraient être touchées à des degrés divers par : (i) la réglementation gouvernementale relative à des questions telles que la protection de l'environnement, la santé, la sécurité et le travail; (ii) la réforme du droit minier; (iii) les restrictions en matière de production, de contrôle des prix et d'hausses de taxes et d'impôts; (iv) le maintien des concessions minières; (v) le régime foncier; (vi) l'expropriation. Rien ne garantit que les modifications futures apportées, le cas échéant, à cette réglementation n'auront pas d'incidence défavorable sur les activités de la Société. Des changements apportés à ces réglementations pourraient entraîner des dépenses additionnelles et des dépenses en capital, de la disponibilité de capital, de la compétition, des réserves incertaines, des potentiels conflits d'intérêts, des risques de titre, de la dilution et des restrictions et des délais dans les opérations, à un niveau impossible à prévoir.

La Société est au stade d'exploration sur toutes ses propriétés. L'exploration sur les propriétés de la Société nécessite les pratiques d'exploration les plus responsables pour se conformer aux politiques de la Société, aux réglementations gouvernementales et au maintien des titres miniers et des régimes fonciers.

La Société est tenue d'être enregistrée pour faire des affaires et avoir une licence valide de prospection (requis pour la prospection ou pour explorer sur des Terres de la Couronne ou pour jalonner un titre minier) dans n'importe quelle province où elle effectue des travaux. L'exploration minière relève principalement des juridictions provinciales. Cependant, la Société doit aussi respecter les règlements relatifs à l'industrie de l'exploration minière qui relève de la juridiction fédérale, comme la Loi sur le poisson et la faune.

Si un des projets de la Société est avancé à l'étape de développement, ces opérations seront aussi soumises à diverses lois et règlements concernant le développement, la production, les impôts, les normes du travail, la protection de l'environnement, la sécurité minière et d'autres sujets. De plus, de nouvelles lois ou règlements régissant les opérations et les activités des sociétés minières pourraient avoir une incidence défavorable importante sur tout projet à l'étape de développement de la mine que la Société pourrait posséder.

De plus, aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou les agences provinciales soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la Loi de l'impôt du Canada ou sous tout équivalent provincial.

Governmental Regulation

Operations, development and exploration on the Corporation's properties are affected to varying degrees by: (i) government regulations relating to such matters as environmental protection, health, safety and labor; (ii) mining law reform; (iii) restrictions on production, price controls, and tax increases; (iv) maintenance of claims; (v) tenure; and (vi) expropriation of property. There is no assurance that future changes in such regulation, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. Changes in such regulation could result in additional expenses and capital expenditures, availability of capital, competition, reserve uncertainty, potential conflicts of interest, title risks, dilution, and restrictions and delays in operations, the extent of which cannot be predicted.

The Corporation is at the exploration stage on all of its properties. Exploration on the Corporation's properties requires responsible best exploration practices to comply with Corporation policy, government regulations, and maintenance of claims and tenure.

The Corporation is required to be registered to do business and have a valid prospecting license (required to prospect or explore for minerals on crown Mineral land or to stake a claim) in any Canadian province in which it is carrying out work. Mineral exploration primarily falls under provincial jurisdiction. However, the Corporation is also required to follow the regulations pertaining to the mineral exploration industry that fall under federal jurisdiction, such as the Fish and Wildlife Act.

If any of the Corporation's projects are advanced to the development stage, those operations will also be subject to various laws and regulations concerning development, production, taxes, labor standards, environmental protection, mine safety and other matters. In addition, new laws or regulations governing operations and activities of mining companies could have a material adverse impact on any project in the mine development stage that the Corporation may possess.

Also, no assurance can be made that Canada Revenue Agency and provincial agencies will agree with the Corporation's characterization of expenses as Canadian exploration expenses or Canadian development expense or the eligibility of such expenses as Canadian exploration expense under the Income Tax Act (Canada) or any provincial equivalent.

Prix des métaux de base et précieux

Les prix des métaux de base et précieux peuvent fluctuer largement et sont affectés par de nombreux facteurs incluant la demande, l'inflation, la force du dollar US et des autres devises, les taux d'intérêts, la vente d'or par les banques centrales, les ventes à terme des producteurs, les événements politiques ou financiers au niveau global ou régional et la production et les niveaux de coûts dans les principales régions productrices. De plus, les prix sont parfois sujets à des fluctuations rapides à court terme à cause des activités spéculatives.

Même si la Société découvre des quantités commerciales de métaux sur ses propriétés, elle pourrait ne pas être en mesure de mener la propriété en production commerciale si les prix des métaux de base et précieux ne sont pas à des niveaux suffisants.

Besoin de financement additionnel

Actuellement, les programmes d'exploration sont entrepris par la Société avec l'objectif d'établir des quantités commerciales de minéralisation. La Société peut financer les programmes proposés par le biais de financement en capitaux propres et par l'exercice éventuel d'options en circulation. Ces financements seraient dilutifs pour les actionnaires actuels. Si les sources de financement par capitaux propres n'étaient pas disponibles pour la Société, la Société chercherait à conclure une entente de coentreprise dans laquelle la source de financement pourrait avoir droit à un intérêt partagé, négocié dans la propriété ou les projets. Si des programmes d'exploration menés par la Société permettent d'établir des quantités commerciales de minerai et/ou de teneur, des fonds additionnels seront nécessaires pour développer les propriétés et atteindre la production commerciale.

Dans ce cas, la Société pourrait chercher du capital par le biais de fonds additionnels en capitaux propres, instruments de dettes, en offrant un intérêt dans la propriété étant explorée et en permettant à la partie ou aux parties d'effectuer une exploration plus approfondie ou le développement de celle-ci afin d'obtenir un intérêt, ou par une combinaison d'ententes de financement. Il ne peut y avoir aucune assurance de telles sources de financement. De plus, si la Société n'est pas en mesure d'obtenir les ressources nécessaires en capital pour effectuer les paiements de propriétés ou d'exploration ou des obligations de développement applicable actuellement ou qui seraient applicables dans des coentreprises avec d'autres sociétés, sa « continuité d'exploitation » pourrait sérieusement être affectée.

Employés clés

La Société dépend d'un nombre relativement petit d'administrateurs et de dirigeants clés : Martin Dallaire et Sylvain Champagne. La perte d'une de ces personnes pourrait avoir un effet négatif pour la Société. La Société ne maintient pas d'assurance « personne clé » à l'égard de toute sa direction.

Precious and base metal prices

The price of precious and base metal prices can fluctuate widely and is affected by numerous factors including demand, inflation, strength of the US dollar and other currencies, interest rates, gold sales by the central banks, forward sales by producers, global or regional political or financial events, and production and cost levels in major producing regions. In addition, prices are sometimes subject to rapid short-term changes because of speculative activities.

Even if the Corporation discovers commercial amounts of metals on its properties, it may not be able to place the property into commercial production if precious and base metal prices are not at sufficient levels.

Need for Additional Financing

Currently, exploration programs are pursued by the Corporation with the objective of establishing mineralization of commercial quantities. The Corporation may fund the proposed programs through equity financing and the possible exercise of outstanding options. Such funding would be dilutive to current shareholders. Should sources of equity financing not be available to the Corporation, the Corporation would seek a joint venture relationship in which the funding source could become entitled to a shared, negotiated interest in the property or the projects. If exploration programs carried out by the Corporation are successful in establishing ore of commercial quantities and/or grade, additional funds will be required to develop the properties and reach commercial production.

In that event, the Corporation may seek capital through further equity funding, debt instruments, by offering an interest in the property being explored and allowing the party or parties carrying out further exploration or development thereof to earn an interest, or through a combination of funding arrangements. There can be no assurance of such funding sources. Furthermore, if the Corporation is not able to obtain the capital resources necessary to meet property payments or exploration or development obligations which now apply or which would apply in joint ventures with others, its potential as a "going concern" could be seriously affected.

Key Employees

The Corporation is dependent on a relatively small number of key directors and officers: Martin Dallaire and Sylvain Champagne. Loss of any one of these persons could have an adverse effect on the Corporation. The Corporation does not maintain "key-man" insurance in respect of any of its management.

Absence de bénéfice d'exploitation

La Société a été constituée le 14 novembre 2013 et depuis la constitution, n'a pas réalisé de gain ni payé de dividendes. Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement. Les variations de pertes annuelles et trimestrielles et des pertes par action sont affectées par les coûts d'administration et les dévaluations ou radiations de la valeur comptable des propriétés minières. Il est prévu que la Société continuera à subir des pertes dans un avenir prévisible. Il n'y a aucune assurance que la Société générera des revenus suffisants ou des profits opérationnels.

Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs sociétés possédant de plus grandes ressources financières et installations techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Risques non assurés

Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable de la pollution ou d'autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

AUTRES EXIGENCES DU RAPPORT DE GESTION

Capital-actions

Au 30 avril 2015, la Société comptait ce qui suit :
Émis et en circulation – 6 177 690 actions

Options d'achat d'actions en circulation / Stock purchase options outstanding:

<u>Date d'expiration / Expiry date</u>	<u>Nombre d'options en circulation / Number of options outstanding</u>	<u>Nombre d'options exercçables / Number of options exercisable</u>	<u>Prix de levée / Exercise price (\$)</u>
15 octobre 2024 / October 15, 2024	550 000	550 000	0,11

AUTRE INFORMATION

L'adresse du site web de la Société est www.xterraresources.com. Des informations complémentaires concernant la Société et ses opérations sont déposées électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada et peuvent être obtenues à partir de l'adresse www.sedar.com.

Lack of operating profit

The Corporation was incorporated on November 14, 2013 and since incorporation, has not realized net income nor paid dividends. The Corporation's properties are in the exploration stage and to date none of them have a proven ore body. The Corporation does not have a history of earnings or the provision of return on investment, and in future there is no assurance that it will produce revenue, operate profitably or provide a return on investment. Variations in annual and quarterly loss and loss per shares are affected by administration costs and the write-down or write-off of mineral property carrying costs. It is anticipated that the Corporation will continue to experience operating losses for the foreseeable future. There can be no assurance that the Corporation will ever achieve significant revenues or profitable operations.

Competition

The mining industry is intensely competitive in all its phases. The Corporation competes with many companies possessing greater financial resources and technical facilities than itself for the acquisition of mineral interests as well as for recruitment and retention of qualified employees.

Uninsured Hazards

Hazards such as unusual geological conditions are involved in exploring for and developing mineral deposits. The Corporation may become subject to liability for pollution or other hazards, which cannot be insured against or against which the Corporation may elect not to insure because of high premium costs or other reasons. The payment of any such liability could result in the loss of Corporation assets or the insolvency of the Corporation.

OTHER MD&A REQUIREMENTS

Share capital

As at April 30, 2015, the Corporation had the following:
Issued and outstanding – 6,177,690 shares

OTHER INFORMATION

The Corporation's web address is www.xterraresources.com. Further information regarding the Corporation and its operations are filed electronically on the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) in Canada and can be obtained from www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion peuvent renfermer des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs peuvent notamment inclure des énoncés au sujet des projets, des coûts, des objectifs ou du rendement économique futurs de la Société ou des hypothèses sous-jacentes à ceux-ci, notamment ceux qui sont décrits aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Dans le présent rapport de gestion, les expressions telles que « pouvoir », « probable », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention », « planifier », « estimer » et des expressions similaires, leur mode conditionnel ou futur, et leur forme négative, servent à désigner des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sauraient être interprétés comme une garantie d'un rendement ou de résultats futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ce rendement futur se matérialisera ni comment ou à quel moment il pourra se matérialiser. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les renseignements alors disponibles et/ou sur les croyances de bonne foi de la direction à l'égard d'événements futurs. Ils sont assujettis à des risques connus et inconnus, à des incertitudes et à d'autres facteurs imprévisibles, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux qui sont exposés aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » de ce rapport de gestion et pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que laissent entrevoir les énoncés prospectifs. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour ni de réviser les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion pour tenir compte de renseignements nouveaux, d'événements ou de circonstances subséquents ou pour toute autre raison, et elle n'est tenue à aucune obligation à cet égard, sauf si les lois applicables l'y obligent.

Le 30 avril, 2015.

(S) Martin Dallaire

Martin Dallaire, President and Chief Executive Officer

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

Certain of the information contained in this MD&A may contain "forward-looking statements". Forward-looking statements may include, among others, statements regarding the Corporation's future plans, costs, objectives or economic performance, or the assumptions underlying any of the foregoing, including those described under "Financial instruments" and "Risks and uncertainties" in the Corporation's MD&A for the fiscal year ended December 31, 2014. In this MD&A, words such as "may", "would", "could", "will", "likely", "believe", "expect", "anticipate", "intend", "plan", "estimate" and similar words and the negative form thereof are used to identify forward-looking statements. Forward-looking statements should not be read as guarantees of future performance or results, and will not necessarily be accurate indications of whether, or the times at or by which, such future performance will be achieved. Forward-looking statements are based on information available at the time and/or management's good-faith belief with respect to future events and are subject to known or unknown risks, uncertainties and other unpredictable factors, many of which are beyond the Corporation's control.

These risks and uncertainties include, but are not limited to, those described in this MD&A, under the headings "Financial instruments" and "Risks and uncertainties", and could cause actual events or results to differ materially from those projected in any forward-looking statements. The Corporation does not intend, nor does it undertake any obligation, to update or revise any forward-looking statements contained in this MD&A to reflect subsequent information, events or circumstances or otherwise, except if required by applicable laws.

April 30, 2015

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, Chief Financial Officer

INFORMATION CORPORATIVE / CORPORATE INFORMATION

Administrateurs / Directors

Martin Dallaire
Sylvain Champagne (1)
Gerry Feldman (1)
Sébastien Bellefleur
Jean-François Madore (1)
Michael Ferreira

(1) Membre du comité d'audit / Audit Committee member

Dirigeants / Officers

Martin Dallaire

Président et chef de la direction /
President and Chief Executive Officer

Sylvain Champagne

Chef financier /
Chief Financial Officer

Auditeurs / Auditors

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l. / s.e.n.c.r.l.
1250, René-Lévesque Boulevard West – Suite 2800
Montréal (Québec) H3B 2G4

Agent de transfert / Transfer Agents

Computershare Canada
1500, University Street – Suite 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Avocats / Solicitors

Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. / s.r.l.
800 Place Victoria, Suite 3700
Montréal (Québec) H4Z 1E9

Bourse / Exchange Listing

TSX Venture Exchange
Symbole boursier / Ticker symbol: XTT
CUSIP: 98387W
ISIN: CA 98387W106

Siège Social / Head Office

139, Québec Avenue – Suite 202
Rouyn-Noranda, Québec, Canada J9X 6M8
Tel. : 819-762-4101



X·TERRA

RESOURCES INC.

Ressources X-Terra Inc.

États financiers consolidés
31 décembre 2014 et 2013

(présentés en dollars canadiens)

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Financial Statements
December 31, 2014 and 2013

(expressed in Canadian dollars)



Le 30 avril 2015

April 30, 2015

Rapport de l'auditeur indépendant

Independent Auditor's Report

Aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.

To the Shareholders of X-Terra Resources Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ressources X-Terra Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2014 et 2013, les états consolidés de la perte, de la perte globale, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un sommaire des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

We have audited the accompanying consolidated financial statements of X-Terra Resources Inc., which comprise the consolidated statements of financial position as at December 31, 2014 and 2013 and the consolidated statements of loss, comprehensive loss, changes in equity and cash flows for the years then ended, and the related notes, which comprise a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

Management's responsibility for the consolidated financial statements

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsabilité de l'auditeur

Auditor's responsibility

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. aux 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de Ressources X-Terra Inc. à poursuivre son exploitation.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained in our audits is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of X-Terra Resources Inc. as at December 31, 2014 and 2013 and their financial performance and their cash flows for the years then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Emphasis of matter

Without qualifying our opinion, we draw attention to note 1 in the consolidated financial statements which describes matters and conditions that indicate the existence of a material uncertainty that may cast significant doubt about X-Terra Resources Inc.'s ability to continue as a going concern.

*PricewaterhouseCoopers LLP*¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123642

¹ CPA auditor, CA, public accountancy permit No. A123642

Ressources X-Terra Inc.États consolidés de la situation financière
Aux 31 décembre 2014 et 2013**X-Terra Resources Inc.**Consolidated Statements of Financial Position
As at December 31, 2014 and 2013

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2014 \$	2013 \$	
Actifs				Assets
Actifs courants				Current assets
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	207 779	1 702 514	Cash and cash equivalents
Titres négociables	9	-	508 175	Marketable securities
Investissement	10	-	100 000	Investment
Débiteurs	11	9 844	33 098	Accounts receivable
Crédits d'impôt à recevoir	11	5 762	24 979	Tax credits receivable
Assurance payée d'avance		3 118	5 538	Prepaid insurance
		<u>226 503</u>	<u>2 374 304</u>	
Actifs non courants				Non-current assets
Immobilisations corporelles	12	5 675	7 661	Property, plant and equipment
Propriétés minières, pétrolières et gazières	6, 13	137 119	1 045 970	Mining and oil and gas properties
Frais d'exploration reportés	6, 14	129 012	669 365	Deferred exploration expenses
		<u>271 806</u>	<u>1 722 996</u>	
Total des actifs		<u>498 309</u>	<u>4 097 300</u>	Total assets
Passif				Liabilities
Passif courant				Current liabilities
Créditeurs et frais coursus		<u>22 325</u>	<u>96 678</u>	Accounts payable and accrued liabilities
Total du passif		<u>22 325</u>	<u>96 678</u>	Total liabilities
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.				Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders
Capital actions	7, 15	607 769	25 466 499	Share capital
Surplus d'apport	7	29 719 967	4 586 837	Contributed surplus
Cumul des autres éléments du résultat global		-	10 000	Accumulated other comprehensive income
Déficit	7	<u>(29 851 752)</u>	<u>(26 062 714)</u>	Deficit
Total des capitaux propres		<u>475 984</u>	<u>4 000 622</u>	Total equity
Total du passif et des capitaux propres		<u>498 309</u>	<u>4 097 300</u>	Total liabilities and equity

Continuité de l'exploitation / Going concern (Note 1)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Approuvé par le conseil d'administration
(S) Martin Dallaire
Martin Dallaire
Président et chef de la direction / President and Chief Executive Officer

Approved by the Board of Directors
(S) Sylvain Champagne
Sylvain Champagne
Chef de la direction financière / Chief Financial Officer

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés de la perte
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Loss
For the years ended December 31, 2014 and 2013

(présentés en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions) (expressed in Canadian dollars, except number of shares)

	Notes	2014 \$	2013 \$	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels		138 459	183 645	Professional fees
Honoraires de consultants		106 000	111 980	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes		30 082	47 452	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux		38 500	37 302	Office and general
Frais de conférences et de promotion		11 207	7 849	Conference and promotion
Amortissement		1 986	2 727	Depreciation
Dépenses d'exploration		1 500	-	Exploration expenses
Dépréciation de propriétés minières	6	925 059	-	Impairment on mining properties
Dépréciation de frais d'exploration reportés	6	547 004	-	Impairment on deferred exploration expenses
Rémunération à base d'actions		59 400	51 450	Share-based compensation
Perte d'exploitation		1 859 197	442 405	Operating loss
Revenus financiers		(15 034)	(34 865)	Finance income
Variation de la juste valeur des titres négociables	9	4 875	6 990	Variation of fair value of marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	10	10 000	330 000	Impairment on available-for-sale investment
Perte nette de l'exercice		1 859 038	744 530	Net loss for the year
Perte nette par action de base et diluée		0,36	0,19	Basic and diluted net loss per share
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				Weighted average number of shares outstanding
De base et diluée		5 222 211	3 927 690	Basic and diluted

La perte nette est exclusivement attribuable aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Net loss is solely attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés de la perte globale
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Comprehensive Loss
For the years ended December 31, 2014 and 2013

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Note	2014 \$	2013 \$	
Perte nette de l'exercice		1 859 038	744 530	Net loss for the year
Autres éléments de la perte globale				Other comprehensive loss
Variation de la juste valeur d'un investissement disponible à la vente				Changes in fair value of available-for-sale investment
Perte (gain) non réalisée	10	10 000	(10 000)	Unrealized gain
Autres éléments de la perte globale		10 000	(10 000)	Other comprehensive loss
Perte globale de l'exercice		<u>1 869 038</u>	<u>734 530</u>	Comprehensive loss for the year

Les autres éléments de la perte globale se composent uniquement d'éléments qui seront ultérieurement reclassés à l'état consolidé de la perte. / Other comprehensive loss is composed solely of items that may be reclassified subsequently to the consolidated statement of loss.

La perte globale est exclusivement attribuable aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Comprehensive loss is solely attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Changes in Equity

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Equity attributed to X-Terra Resources Inc. shareholders.								
Nombre d'actions ordinaires / Number of common shares (note 7)	Capital actions / Share capital \$	Bons de souscription / Warrants \$	Surplus d'apport / Contributed surplus \$	Cumul des autres éléments du résultat global / Accumulated other comprehensive income \$	Déficit / Deficit \$	Total des capitaux propres / Total equity \$		
Solde – 1^{er} janvier 2013	3 927 690	25 466 499	1 840 527	2 694 860	-	(25 318 184)	4 683 702	Balance – January 1, 2013
Perte nette de l'exercice					-	(744 530)	(744 530)	Net loss for the year
Autres éléments de la perte globale				10 000	-	-	10 000	Other comprehensive loss
Perte globale de l'exercice				<u>10 000</u>	<u>(744 530)</u>	<u>(734 530)</u>		Comprehensive loss for the year
Bons de souscription échus	-	-	(1 840 527)	1 840 527	-	-	-	Warrants expired
Rémunération à base d'actions	-	-	-	51 450	-	-	51 450	Share-based compensation
Solde – 31 décembre 2013	<u>3 927 690</u>	<u>25 466 499</u>	<u>-</u>	<u>4 586 837</u>	<u>10 000</u>	<u>(26 062 714)</u>	<u>4 000 622</u>	Balance – December 31, 2013
Solde – 1^{er} janvier 2014	<u>3 927 690</u>	<u>25 466 499</u>	<u>-</u>	<u>4 586 837</u>	<u>10 000</u>	<u>(26 062 714)</u>	<u>4 000 622</u>	Balance – January 1, 2014
Perte nette de l'exercice					-	(1 859 038)	(1 859 038)	Net loss for the period
Autres éléments de la perte globale				(10 000)	-	-	(10 000)	Other comprehensive loss
Perte globale de l'exercice				<u>(10 000)</u>	<u>(1 859 038)</u>	<u>(1 869 038)</u>		Comprehensive loss for the year
Placement privé (note 15)	2 250 000	225 000	-	-	-	-	225 000	Private placement (Note 15)
Frais d'émission (note 15)	-	(10 000)	-	-	-	-	(10 000)	Share issuance fees (Note 15)
Transaction avec Norvista (note 7)	-	(25 073 730)	-	25 073 730	-	(1 930 000)	(1 930 000)	Transaction with Norvista (Note 7)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	59 400	-	-	59 400	Share-based compensation
Solde – 31 décembre 2014	<u>6 177 690</u>	<u>607 769</u>	<u>-</u>	<u>29 719 967</u>	<u>-</u>	<u>(29 851 752)</u>	<u>475 984</u>	Balance – December 31, 2014

Le cumul des autres éléments du résultat global se rapporte uniquement aux investissements disponibles à la vente. /
Accumulated other comprehensive income relates solely to available-for-sale investments.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.États consolidés des flux de trésorerie
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013**X-Terra Resources Inc.**Consolidated Statements of Cash Flows
For the years ended December 31, 2014 and 2013

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2014 \$	2013 \$	
Flux de trésorerie provenant des				Cash flows from
Activités d'exploitation				Operating activities
Perte nette de la période		(1 859 038)	(744 530)	Net loss for the period
Ajustements pour :				Adjustments for:
Amortissement		1 986	2 727	Depreciation
Rémunération à base d'actions		59 400	51 450	Share-based compensation
Dépréciation de propriétés minières	6	925 059	-	Impairment on mining properties
Dépréciation de frais d'exploration reportés	6	547 004	-	Impairment on deferred exploration expenses
Variation de la juste valeur des titres négociables	9	4 875	6 990	Variation of fair value in marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	10	10 000	330 000	Impairment on available-for-sale investment
		<u>(310 714)</u>	<u>(353 363)</u>	
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement				Changes in non-cash of working capital items
Débiteurs		23 254	(21 683)	Accounts receivable
Assurance payée d'avance		2 420	(4)	Prepaid insurance
Créditeurs et frais courus		(85 338)	81 255	Accounts payable and accrued liabilities
		<u>(59 664)</u>	<u>59 568</u>	
Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'exploitation		<u>(370 378)</u>	<u>(293 795)</u>	Net cash used in operating activities
Activités d'investissement				Investing activities
Crédits d'impôt reçus		22 046	17 319	Tax credit received
Disposition des titres négociables		503 300	-	Disposal of marketable securities
Dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières		(16 208)	(16 572)	Expenditures on mining and oil and gas properties
Dépenses de frais d'exploration reportés		(8 495)	(58 511)	Expenditures on deferred exploration expenses
Flux de trésorerie provenant des (utilisés dans les) activités d'investissement		<u>500 643</u>	<u>(57 764)</u>	Net cash provided by (used in) investing activities
Activités de financement				Financing activities
Placement privé	7, 15	225 000	-	Private placement
Transaction avec Norvista	7	(1 850 000)	-	Transaction with Norvista
Flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement		<u>(1 625 000)</u>	<u>-</u>	Net cash used in financing activities
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie durant la période		<u>(1 494 735)</u>	<u>(351 559)</u>	Net change in cash and cash equivalents during the period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début		<u>1 702 514</u>	<u>2 054 073</u>	Cash and cash equivalents – Beginning of period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin		<u>207 779</u>	<u>1 702 514</u>	Cash and cash equivalents – End of period
Information supplémentaire				Supplemental information
Frais d'exploration reportés inclus dans les créditeurs et frais courus		1 485	500	Deferred exploration expenses included in accounts payable and accrued liabilities
Intérêts reçus		10 512	16 956	Interest received

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

1- Nature des activités, liquidités et continuité de l'exploitation

Ressources X-Terra Inc. (la « Société ») a été constituée le 14 novembre 2013 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et est cotée sur la bourse de croissance TSX (TSX-V). Le siège social de la Société est situé au 139 avenue Québec, suite 202, Rouyn-Noranda, Québec, Canada. La Société a été formée suite à l'entente intervenue entre X-Terra Resources Corporation et Norvista Capital Corporation, décrite plus en détail à la note 7. La Société, une société d'exploration, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle détient des intérêts dans des propriétés au stade d'exploration situées au Canada et n'a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves pouvant être exploitées économiquement.

Tant qu'il n'est pas déterminé qu'une propriété contient des réserves ou des ressources économiquement exploitables, elle est classée comme propriété d'exploration. La recouvrabilité des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés dépend de la découverte de réserves et de ressources économiquement recouvrables, de l'obtention et du maintien des titres et de l'intérêt des propriétés, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à la poursuite de l'exploration, l'évaluation et le développement de ses propriétés et de l'obtention de certaines approbations gouvernementales et de la production rentable future ou du produit de la cession de propriétés. Des changements dans les conditions futures pourraient nécessiter une dépréciation significative de la valeur comptable des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société conduit actuellement des travaux d'exploration et dans lesquelles elle acquiert un intérêt, conformément aux normes de l'industrie pour la phase courante d'exploration de ses propriétés, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

1- Nature of operations and going concern

X-Terra Resources Inc. (the "Corporation") was incorporated on November 14, 2013 under the Canada Business Corporations Act and is listed on the TSX Venture Exchange (TSX-V). The address of the Corporation's headquarters and registered office is 202-139 Québec Avenue, Rouyn-Noranda, Quebec, Canada. The Corporation was formed following the agreement between X-Terra Resources Corporation and Norvista Capital Corporation that is further described in Note 7. The Corporation, an exploration stage company, is engaged in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in properties at the exploration stage located in Canada, and has not yet determined whether they contain deposits that are economically recoverable.

Until it is determined that properties contain reserves or resources that can be economically mined or extracted, they are classified as exploration properties. The recoverability of mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses is dependent on the discovery of economically recoverable reserves and resources; securing and maintaining title and beneficial interest in the properties; the ability to obtain necessary financing to continue the exploration, evaluation and development of its properties; and obtaining certain government approvals and future profitable production or proceeds from the disposal of properties. Changes in future conditions could require material impairment of the carrying value of the mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses.

Although the Corporation has taken steps to verify title to its mining and oil and gas properties on which it is currently conducting exploration and in which it is acquiring an interest, in accordance with industry standards for the current stage of exploration of such property, these procedures do not guarantee the Corporation's title. Property title may be subject to unregistered prior agreements and non-compliance with regulatory requirements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état consolidé de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Au 31 décembre 2014, la Société disposait d'un fonds de roulement de 204 178 \$ (2 277 626 \$ au 31 décembre 2013) incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 207 779 \$ (1 702 514 \$ au 31 décembre 2013) et a accumulé un déficit de 29 851 752 \$ (26 062 714 \$ au 31 décembre 2013) et a enregistré une perte nette de 1 859 038 \$ pour l'exercice terminée à cette date (744 530 \$ en 2013). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de financer ses programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les

The accompanying consolidated financial statements have been prepared using International Financial Reporting Standards ("IFRS") applicable to a going concern, which contemplates the realization of assets and settlement of liabilities in the normal course of business as they come due. In assessing whether the going concern assumption is appropriate, Management takes into account all available information about the future, which is at least, but not limited to, twelve months from the end of the reporting period. Management is aware in making its assessment of material uncertainties related to events and conditions that lend a significant doubt upon the Corporation's ability to continue as a going concern and accordingly, the appropriateness of the use of IFRS applicable to a going concern, as described in the following paragraph. These consolidated financial statements do not reflect the adjustment to the carrying values of assets and liabilities, expenses and financial position classifications that would be necessary were the going concern assumption would not be appropriate. These adjustments could be material.

As at December 31, 2014, the Corporation had working capital of \$204,178 (December 31, 2013 – \$2,277,626) including cash and cash equivalents of \$207,779 (December 31, 2013 – \$1,702,514) and an accumulated deficit of \$29,851,752 (December 31, 2013 – \$26,062,714), and had incurred a net loss of \$1,859,038 for the year then ended (2013 – \$744,530). In addition to ongoing working capital requirements, the Corporation must secure sufficient funding to meet its obligations and to fund its exploration and evaluation programs and pay general and administration costs. Any future funding shortfall may be met in a number of ways, including the issuance of new equity instruments, cost reductions and other measures. While Management has been successful in securing financing in the past, there can be no assurance it will be able to do so in the future, that such sources of funding or initiatives will be available to the Corporation or that they will be available on terms acceptable to the Corporation. If Management is unable to obtain new funding, the Corporation may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets might be less than amounts reflected in these consolidated financial

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

statements.

L'exercice de la Société se clôt le 31 décembre. Les états financiers consolidés ont été autorisés pour distribution par le conseil d'administration le 30 avril 2015.

The Corporation's financial year ends on December 31. The consolidated financial statements were authorized by the Board of Directors for publication on April 30, 2015.

2- Base de preparation

Aux fins de la présentation des données financières, la Société est considérée comme une continuation de X-Terra Resources Corporation. Ainsi, toutes références à la Société en ce qui concerne des événements antérieurs au 4 juin 2014 sont relatifs à X-Terra Resources Corporation. Lors de la transaction décrite à la note 7, les actionnaires ont reçu une action ordinaire de la Société pour chaque trois actions ordinaires de X-Terra Resources Corporation en leur possession, et cette opération a été traitée comme un regroupement d'actions qui a été appliqué de façon rétrospective à toutes les données relatives aux actions, à moins d'indication contraire.

2- Basis of preparation

For financial reporting purposes, the Corporation is considered to be a continuation of X-Terra Resources Corporation. Accordingly, all references to the Corporation for events that occurred prior to June 4, 2014 are related to X-Terra Resources Corporation. As part of the transaction further described in Note 7, shareholders received one common share of the Corporation for each three common shares of X-Terra Resources Corporation held, which was treated as a share consolidation and applied retroactively to all share-related information, except when otherwise mentioned.

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »).

The accompanying consolidated financial statements have been prepared in accordance with IFRS as issued by the *International Accounting Standards Board* ("IASB").

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés.

The Corporation has consistently applied the same accounting policies throughout all the periods presented in these consolidated financial statements.

3- Sommaire des principales politiques comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés se présentent comme suit.

3- Summary of significant accounting policies

The significant accounting policies used in the preparation of these consolidated financial statements are as follows.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui concerne certains actifs financiers qui sont mesurés à la juste valeur. De plus, ces états financiers consolidés ont été dressés selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception de l'information concernant les flux de trésorerie.

Basis of measurement

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost basis, except for certain financial instruments which are measured at fair value. In addition, the consolidated financial statements have been prepared using the accrual basis of accounting, except for cash flow information.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales. Les transactions, les soldes et les gains et pertes latents intragroupe sont éliminés lors de la consolidation. Les filiales sont les entités que la Société a la capacité de contrôler. La Société contrôle une entité lorsque le groupe est exposé ou a droit à des rendements variables de par sa participation dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements en exerçant son pouvoir sur l'entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle la Société cesse d'avoir ce contrôle.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des soldes bancaires et des placements temporaires très liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois et qui sont encaissables en tout temps en un montant connu de trésorerie sans pénalité.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie sur ces actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Tous les instruments financiers doivent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La juste valeur est basée sur les cours du marché, à moins que les instruments financiers ne soient pas négociés sur un marché actif. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation comme le modèle

Consolidation

The financial statements consolidate the accounts of the Corporation and its subsidiaries. All intercompany transactions, balances and unrealized gains or losses from intercompany transactions are eliminated on consolidation. Subsidiaries are all entities over which the Corporation has the ability to exercise control. The Corporation controls an entity when the group is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the Corporation and are de-consolidated from the date the control ceases.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents consist of cash on hand, bank balances, and highly liquid short-term investments with original maturities of three months or less from the date of purchase and which are readily convertible to known amounts of cash at any time without penalties.

Financial instruments

Financial assets and financial liabilities are recognized when the Corporation becomes a party to the contractual provisions of the instrument. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the assets have expired or have been transferred and the Corporation has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial assets and financial liabilities are offset and the net amount is reported in the consolidated statement of financial position when there is a legally enforceable right to offset the recognized amounts and there is an intention to settle on a net basis or realize the asset and settle the liability simultaneously.

All financial instruments are required to be measured at fair value on initial recognition. The fair value is based on quoted market prices, unless the financial instruments are not traded in an active market. In this case, the fair value is determined by using valuation techniques like the Black-Scholes option pricing model or other

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

d'évaluation des prix de Black-Scholes ou d'autres techniques d'évaluation.

valuation techniques.

L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la classification de l'instrument financier. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon la fin pour laquelle elle a acquis les instruments :

Measurement in subsequent periods depends on the classification of the financial instrument. At initial recognition, the Corporation classifies its financial instruments in the following categories depending on the purpose for which the instruments were acquired:

- *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net* : Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir. Les dérivés sont aussi classés dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme couvertures. Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la juste valeur. Les frais de transaction sont passés en charges à l'état consolidé de la perte. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés à l'état consolidé de la perte au cours de la période à laquelle ils se produisent. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme courants, exception faite de la portion que l'entité s'attend à recouvrer ou à régler dans plus de douze mois de la date de la situation financière, laquelle est classée comme non courante.
- *Actifs financiers disponibles à la vente* : Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des frais de transaction et sont ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les gains ou les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou dévalué, le montant cumulé des gains ou des pertes est transféré du cumul des autres éléments du résultat global à l'état consolidé de la perte.
- *Financial assets at fair value through profit or loss*: A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling or repurchasing in the short term. Derivatives are also included in this category unless they are designated as hedges. Financial instruments in this category are recognized initially and subsequently at fair value. Transaction costs are expensed in the consolidated statement of loss. Gains and losses arising from changes in fair value are presented in the consolidated statement of loss in the period in which they arise. Financial assets at fair value through profit or loss are classified as current, except for the portion expected to be realized or paid beyond twelve months of the statement of financial position date, which is classified as non-current.
- *Available-for-sale financial assets*: Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. Available-for-sale financial assets are recognized initially at fair value plus transaction costs and are subsequently carried at fair value. Gains or losses arising from changes in fair value are recognized in other comprehensive income. When an available-for-sale investment is sold or impaired, the accumulated gains or losses are moved from accumulated other comprehensive income to the consolidated statement of loss.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont classés comme étant non courants, sauf si le placement vient à échéance dans les douze mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les douze mois.

Available-for-sale financial assets are classified as non-current, unless an investment matures within 12 months, or management expects to dispose of it within 12 months.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

- *Prêts et créances* : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir, moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur. Les prêts et créances de la Société sont inclus dans l'actif courant, sauf pour les instruments ayant une échéance supérieure à douze mois à la date de bilan considérée, lesquels sont classés comme des actifs non courants.
- *Passifs financiers au coût amorti* : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les comptes créditeurs et les frais courus. Les comptes créditeurs et les frais courus sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les frais courus sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les douze mois. Sinon, ils sont présentés dans le passif non courant.

Les instruments financiers de la Société sont classés comme suit :

Instrument financier	Catégorie
Fonds monétaires Titres négociables	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Investissement dans des actions d'une compagnie publique	Actifs financiers disponibles à la vente
Encaisse et soldes bancaires Débiteurs	Prêts et créances
Créditeurs et frais courus	Passifs financiers au coût amorti

- *Loans and receivables*: Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Loans and receivables are recognized initially at the amount expected to be received, less, when material, a discount to reduce the loans and receivables to fair value. Subsequently, loans and receivables are measured at amortized cost using the effective interest method less a provision for impairment. Loans and receivables are included in current assets, except for instruments with maturities greater than 12 months after the end of the reporting period, which are classified as non-current assets.
- *Financial liabilities at amortized cost*: Financial liabilities at amortized cost consist of accounts payable and accrued liabilities. Accounts payable and accrued liabilities are initially recognized at the amount required to be paid, less, when material, a discount to reduce to fair value. Subsequently, accounts payable and accrued liabilities are measured at amortized cost using the effective interest method. Financial liabilities are classified as current liabilities if payment is due within 12 months. Otherwise, they are presented as non-current liabilities.

The Corporation's financial instruments are classified as follows:

Financial instrument	Category
Money market funds Marketable securities	Financial assets at fair value through profit or loss
Investment in shares of a public company	Available-for-sale financial assets
Cash on hand and bank balances Accounts receivable	Loans and receivables
Accounts payable and accrued liabilities	Financial liabilities at amortized cost

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Dévaluation d'actifs financiers

À chaque date de l'état consolidé de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

- *Actifs financiers comptabilisés au coût amorti :* La perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation. Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état consolidé de la perte.
- *Investissements disponibles à la vente:* La perte pour dévaluation correspond à la différence entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte de valeur déjà portée à l'état consolidé de la perte. Ce montant représente la perte dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état consolidé de la perte. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent faire l'objet d'une reprise de valeur.

Impairment of financial assets

At each reporting date of the consolidated statement of financial position, the Corporation assesses whether there is objective evidence that a financial asset is impaired. A financial asset is impaired and impairment losses are incurred only if there is objective evidence of impairment as a result of one or more events that occurred after initial recognition (a "loss event") and that loss event has an impact on the estimated cash flows of the financial assets that can be reliably estimated. If such evidence exists, the Corporation recognizes an impairment loss, as follows:

- *Financial assets carried at amortized cost:* The impairment loss is the difference between the amortized cost of the loan or receivable and the present value of the estimated future cash flows, discounted using the instrument's original effective interest rate. The carrying amount of the asset is reduced by this amount either directly or indirectly through the use of an allowance account. Impairment losses on financial assets carried at amortized cost are reversed in subsequent periods if the amount of the loss decreases and the decrease can be related objectively to an event occurring after the impairment was recognized. Impairment losses as well as reversals are recognized in the consolidated statement of loss.
- *Available-for-sale investments:* The impairment loss is the difference between the original cost of the asset and its fair value at the measurement date, less any impairment losses previously recognized in the consolidated statement of loss. This amount represents loss in accumulated other comprehensive income that is reclassified to net loss. Impairment losses on available-for-sale equity investments are not reversed.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges à l'état consolidé de la perte au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour répartir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée d'utilité prévue, comme suit :

	Méthode	Taux
Matériel informatique	Mode dégressif	30 %
Fournitures de bureau	Mode dégressif	20 %
Équipement d'exploration	Mode dégressif	30 %

La Société alloue le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état consolidé de la perte.

Exploration et évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (E&E) sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The cost of an item of property, plant and equipment consists of the purchase price which may include construction or development of an item of property, plant and equipment, any costs directly attributable to bringing the asset to the location and condition necessary for its intended use, an initial estimate of the costs of dismantling the item and restoring the site on which it is located. Repairs and maintenance costs are charged to the consolidated statement of loss in the period in which they are incurred.

Depreciation is recognized based on the cost of an item of property, plant and equipment less its estimated residual value, over its estimated useful life as follows:

	Method	Rate
Computer equipment	Declining balance	30%
Office furniture	Declining balance	20%
Exploration equipment	Declining balance	30%

The Corporation allocates the amount initially recognized in respect of an item of property, plant and equipment to its significant parts and depreciates separately each such part. Residual values, method of depreciation and useful lives of the assets are reviewed annually and adjusted if appropriate.

Gains and losses on disposals of property, plant and equipment are determined by comparing the proceeds with the carrying amount of the asset and are included in the consolidated statement of loss.

Exploration and evaluation

Exploration and evaluation (E&E) assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
 - déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
 - les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
 - les activités relatives aux licences; et
 - les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de préfaisabilité et de faisabilité finale.
- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
 - determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
 - studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;
 - licensing activities; and
 - economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the headings expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

Dépréciation des actifs non financiers

Impairment of non-financial assets

Les actifs non financiers sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs ou unité génératrice de trésorerie (« UGT ») auquel l'actif en question appartient. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée du coût de cession et la valeur d'utilité.

Non-financial assets are reviewed for impairment if there is any indication that the carrying amount may not be recoverable. If any such indication is present, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine whether impairment exists. Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Corporation estimates the recoverable amount of the cash-generating unit (CGU) to which the asset belongs. An asset's recoverable amount is the higher of fair value less costs of disposal and value in use.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

If the recoverable amount of an asset or CGU is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount is reduced to the recoverable amount. Impairment is recognized immediately as additional depreciation or amortization. Where an impairment subsequently reverses, the carrying amount is increased to the revised estimate of recoverable amount but only to the extent that this does not exceed the carrying value that would have been determined if no impairment had previously been recognized. A reversal is recognized as a reduction in the depreciation or amortization charge for the period.

Aide gouvernementale

Government assistance

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagés dans la province de Québec qui sont imputés en réduction des frais d'exploration reportés à l'état consolidé de la situation financière ou en réduction des charges si les coûts sont passés à la charge.

The Corporation is entitled to refundable tax credits on qualified mining exploration expenses incurred in the province of Quebec, which are recorded against the deferred exploration expenditures reported on the consolidated statement of financial position or against expenses if the costs have been expensed.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

Capital-actions et bons de souscription

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

Actions accréditives

La Société finance certaines dépenses de prospection en émettant des actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenses, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions on which the options were granted.

Share capital and warrants

Common shares and warrants are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issuance of shares or warrants are recognized as a deduction from the proceeds in equity in the period the transaction occurs. Proceeds from unit placements are allocated between shares and warrants issued, proportionate to the fair value of the shares and warrants within the unit, using the Black-Scholes options pricing model to determine the fair value of warrants issued.

Flow-through shares

The Corporation finances some exploration expenditures through the issuance of flow-through shares. The Corporation renounced the resource expenditure deductions for income tax purposes to investors in accordance with the appropriate income tax legislation. The Corporation recognizes a deferred tax liability for flow-through shares and a deferred tax expense, at the moment the eligible expenditures are incurred. The difference between the quoted price of the common shares and the amount the investors pay for the shares (the "premium") calculated using the residual value is recognized as other liability which is reversed in the results as recovery of deferred income taxes when eligible expenditures have been made.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans l'état consolidé de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Deferred income tax is provided using the statement of financial position liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

Perte par action

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Loss per share

The calculation of earnings (loss) per share ("EPS") is based on the weighted average number of shares outstanding for each period. The basic EPS is calculated by dividing the profit or loss attributable to the equity owners of the Company by the weighted average number of common shares outstanding at the end of the period.

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions, tandis que la méthode de la conversion hypothétique est employée pour les billets convertibles.

The computation of diluted EPS assumes the conversion, exercise or contingent issuance of securities only when such conversion, exercise or issuance would have a dilutive effect on the EPS. The treasury stock method is used to determine the dilutive effect of the warrants, share options and the if-converted method is used for convertible debentures.

Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet anti-dilutif des bons de souscription et des options d'achat d'actions.

When the Corporation reports a loss, the diluted net loss per common share is equal to the basic net loss per common share due to the anti-dilutive effect of the outstanding warrants and stock options.

Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur, soit l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières, pétrolières et gazières. Toutes les activités de la Société sont menées dans la province de Québec, au Canada.

Segment disclosures

The Corporation currently operates in a single segment: the acquisition, exploration, evaluation and development of mining and oil and gas properties. All of the Corporation's activities are conducted in Quebec, Canada.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Devise fonctionnelle et de présentation

Les éléments des états financiers consolidés de la Société sont évalués dans la devise de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la devise fonctionnelle). La devise fonctionnelle de chacune des entités consolidées est le dollar canadien qui est aussi la devise de présentation.

Functional and presentation currency

Items included on the consolidated financial statements are measured using the currency of the primary economic environment in which the Corporation operates (the functional currency). The functional currency of each consolidated entity is the Canadian dollar, which is also the presentation currency.

4- Changements de conventions comptables

La Société a adopté la nouvelle norme révisée suivante, en accord avec toutes les modifications conséquentes, en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Ces modifications ont été apportées conformément aux dispositions transitoires applicables.

IFRIC 21, Droits ou taxes

En mai 2013, l'IASB a émis l'interprétation IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) 21, Droits ou taxes. IFRIC 21 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doit être appliquée de façon rétrospective. IFRIC 21 fournit des directives sur le traitement comptable des droits ou des taxes conformément à IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. L'interprétation définit les droits ou les taxes comme un déboursé provenant d'une entité imposé par un gouvernement conformément au cadre législatif et confirme qu'une entité doit comptabiliser un passif pour des droits ou des taxes uniquement lorsque l'événement générateur de droits ou de taxes spécifié dans le cadre législatif se produit. L'adoption d'IFRIC 21 ne requiert aucun ajustement au 1^{er} janvier 2014 et au 1^{er} janvier 2013.

4- Changes in accounting policies

The Corporation adopted the following new and revised standard, along with any consequential amendments, effective January 1, 2014. These changes were made in accordance with the applicable transitional provisions.

IFRIC 21, Levies

In May 2013, the IASB issued International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) 21, Levies. IFRIC 21 is effective for annual periods beginning on or after January 1, 2014 and is to be applied retrospectively. IFRIC 21 provides guidance on accounting for levies in accordance with IAS 37, Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets. The interpretation defines a levy as an outflow from an entity imposed by a government in accordance with legislation and confirms that an entity recognizes a liability for a levy only when the triggering event specified in the legislation occurs. The adoption of IFRIC 21 did not require any adjustments as at January 1, 2014 and January 1, 2013.

5- Nouvelles normes comptables non encore en vigueur

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations des normes existantes et modifications qui ont été publiées mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1^{er} janvier 2014. Plusieurs de ces mises à jour ne s'appliquent pas à la Société et ne sont donc pas abordées dans les présentes.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a émis la première phase de la norme IFRS 9, Instruments financiers. En novembre 2013, l'IASB

5- New accounting standards not yet adopted

The Corporation has not yet adopted certain standards, interpretations to existing standards and amendments which have been issued but have an effective date of later than January 1, 2014. Many of these updates are not relevant to the Corporation and are therefore not discussed herein.

IFRS 9, Financial Instruments

The IASB published the first phase of IFRS 9, Financial Instruments, in November 2009 and October 2010. In November 2013, the IASB issued

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

a émis une nouvelle norme générale pour la comptabilité de couverture qui fait désormais partie d'IFRS 9. La version finale d'IFRS 9 a été émise en juillet 2014 et comporte une troisième catégorie d'évaluation pour les actifs financiers (à la juste valeur par le biais du résultat global) ainsi qu'un modèle unique d'évaluation des pertes de valeurs prospectives basé sur la « perte attendue ».

a new general model for hedge accounting, which is now covered by IFRS 9. The final version of IFRS 9 was published in July 2014. It contains a third classification for measurement of financial assets (at fair value through comprehensive income) and a single, forward-looking loss impairment model based on "expected loss".

Cette norme fait partie d'un projet plus étendu visant à remplacer IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (« IAS 39 »). IFRS 9 remplace les multiples modèles de classification et d'évaluation actuels pour les actifs et les passifs financiers avec un modèle unique qui ne comporte que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat global, et à la juste valeur par le biais du résultat net. Le choix de classification dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés à l'actif ou au passif financier. Elle introduit également de nouveaux changements s'appliquant aux passifs financiers et rapproche la comptabilité de couverture à la gestion du risque. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, bien que l'adoption anticipée soit permise. La direction évalue présentement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés.

This standard is part of a broader project to replace IAS 39 Financial Instruments: Recognition and Measurement ("IAS 39"). IFRS 9 replaces the current multiple classification and measurement models for financial assets and liabilities with a single model that has three classifications: amortized cost, fair value through comprehensive income and fair value through profit or loss. The choice of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset or liability. IFRS 9 also introduces new changes for financial liabilities and links hedge accounting to risk management. The new standard applies to fiscal years beginning on or after January 1, 2018, although early adoption is permitted. Management is currently assessing the impact of this standard on its consolidated financial statements.

6- Estimations comptables, jugements et hypothèses significatifs

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés être raisonnables dans les circonstances. La détermination d'estimés nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience historique et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

6- Critical accounting estimates, judgments and assumptions

Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances. The determination of estimates requires the exercise of judgment based on various assumptions and other factors such as historical experience and current and expected economic conditions. Actual results could differ from those estimates.

Les jugements et les estimations de la Direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers consolidés à l'égard des éléments suivants :

Areas of significant judgment and estimates affecting the amounts recognized in the consolidated financial statements include:

a) Dépréciation des actifs non financiers

L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en

a) Impairment of non-financial assets

The Corporation's evaluation of the recoverable amount with respect to the non-financial assets is based on numerous assumptions and may differ significantly from actual values. The recoverable

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dépréciation à chaque date de l'état consolidé de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dépréciation comprennent notamment, sans s'y limiter, une expiration du droit d'explorer dans la zone spécifique au cours de la période pendant ou dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures dans une zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans une zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable des actifs ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente, de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, une baisse importante du prix des métaux.

En 2014, la propriété minière Lindsay et les frais d'exploration reportés associés ont été dépréciés de 920 989 \$ et 516 882 \$ respectivement, en fonction du meilleur estimé de la Direction quant à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des actifs est sa juste valeur, diminuée des coûts de sortie. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de la valeur attribuée aux propriétés en exploration et les frais d'exploration reportés associés lors de la transaction décrite à la note 7.

Au 31 décembre 2014, le projet Sheldon a été entièrement déprécié étant donné l'absence de dépenses significatives budgétées et l'abandon des titres et permis liés au projet.

amounts are based, in part, on certain factors that may be partially or totally outside of the Corporation's control. This evaluation involves a comparison of the estimated recoverable amounts of non-financial assets to their carrying values. The Corporation's estimates of the recoverable amounts are based on numerous assumptions. Those estimates may differ from actual recoverable amounts, and the differences may be significant and could have a material impact on the Corporation's financial position and results of operations. Assets are reviewed for an indication of impairment at each consolidated statement of financial position date and when an event or circumstance that could trigger impairment occurs. This determination requires significant judgment. Factors which could trigger an impairment review include, but are not limited to, an expiry of the right to explore in the specific area during the year or will expire in the near future, and is not expected to be renewed; substantive E&E expenditures in a specific area is neither budgeted nor planned; exploration for and evaluation of mineral or oil and gas resources in a specific area have not led to the discovery of commercially viable quantities of mineral or oil and gas resources, and the Corporation has decided to discontinue such activities in the specific area; or sufficient data exists to indicate that, although development in a specific area is likely to proceed, the carrying amount of the assets is unlikely to be recovered in full from successful development or by sale, significant negative industry or economic trends and significant drop in commodity prices.

In 2014, the Lindsay property and the associated deferred exploration expenses were impaired by \$920,989 and \$516,882 respectively based on Management's best estimate of their recoverable value. The recoverable value of assets is equal to their fair value net of disposal costs. Recoverable value was assessed based on the value attributed to the E&E properties and the associated deferred exploration expenses as part of the transaction described in Note 7.

As at December 31, 2014, the Sheldon project was fully impaired in the absence of significant budgeted expenditures and the abandonment of the titles and claims related to the project.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

b) Comptabilisation des actifs d'impôt différé et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la Direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état consolidé de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.

c) Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'E&E requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

7- Transaction avec Norvista

Le 28 avril 2014, la société antérieure, X-Terra Resources Corporation, a conclu une convention d'échange d'actions avec Norvista Capital Corporation (« Norvista ») en vertu de laquelle X-Terra Resources Corporation a acquis toutes les actions émises et en circulation de Norvista en échange d'actions ordinaires de X-Terra Resources Corporation (la « prise de contrôle inversée »).

Le 28 avril 2014, la Société a conclu une convention de transfert d'actifs avec X-Terra Resources Corporation en vertu de laquelle celle-ci a transféré à la Société l'ensemble de ses actifs et de ses passifs à l'exception de 2 millions d'actions de Brownstone Energy Inc. ayant une juste valeur de 80 000 \$ au

b) Recognition of deferred income tax assets and measurement of income tax expense

Periodically, the Corporation evaluates the likelihood of whether some portion of the deferred tax assets will not be realized. Once the evaluation is completed, if the Corporation believes that it is probable that some portion of the deferred tax assets will fail to be realized, it records only the remaining portion for which it is probable that there will be available future taxable profit against which the temporary differences can be utilized. Assessing the recoverability of deferred income tax assets requires management to make significant judgment. To the extent that future cash flows and taxable income differ significantly from estimates, the ability of the Corporation to realize the net deferred tax assets recorded at the consolidated statement of financial position date could be impacted. Significant judgment is required in determining the income tax expense (recovery) as there are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain.

c) Going concern

The assessment of the Corporation's ability to execute its strategy by funding future working capital requirements and E&E activities involves judgment. Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

7- Transaction with Norvista

On April 28, 2014, the Corporation's predecessor, X-Terra Resources Corporation, entered into a Share Exchange Agreement with Norvista Capital Corporation ("Norvista") pursuant to which X-Terra Resources Corporation acquired all of the issued and outstanding shares of Norvista in exchange for the common shares of X-Terra Resources Corporation (the "Reverse Take-Over").

On April 28, 2014, the Corporation entered into an Asset Transfer Agreement with X-Terra Resources Corporation pursuant to which the latter transferred to the Corporation all of the assets and all of the liabilities with the exception of 2 million of shares of Brownstone Energy Inc. having a fair

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

3 juin 2014, soit la veille de la clôture de la transaction, et de 1,85 millions de dollars en argent (la « distribution »).

La prise de contrôle inversée et la distribution ont été complétées le 4 juin 2014.

En vertu de la convention d'arrangement, les actionnaires de X-Terra Resources Corporation ont conservé, le 4 juin 2014, les actions qu'ils détenaient dans cette société (depuis renommée Norvista Capital Corporation (le « Nouveau Norvista ») et ont reçu une action ordinaire de la Société pour chaque trois actions ordinaires détenues de X-Terra Resources Corporation. La valeur des actions ordinaires de la Société était de 0,10 \$ pour un capital total déclaré s'élevant à 392 769 \$.

Parallèlement à la clôture de la distribution, la Société a émis 2 250 000 actions ordinaires à un prix de 0,10\$ par action, pour un produit brut global de 225 000 \$. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 10 000 \$ qui ont été portés contre le capital-actions.

Aux fins des présents états financiers, les actifs et passifs transférés à la Société tel qu'indiqué ci-dessus sont considérés comme ayant été conservés par la Société et les actifs qui n'ont pas été transférés à la Société (c'est-à-dire 1,85 millions de dollars et 2 millions d'actions de Brownstone Energy Inc.) sont considérés comme ayant été distribués aux actionnaires de la Société. Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IFRIC 17, Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires, ces actifs sont considérés comme ayant été cédés pour un produit équivalent à leur juste valeur estimative.

Les coûts reliés à la transaction et inclus dans les honoraires professionnels ont été de 96 396 \$ en 2014 et de 143 804 \$ en 2013, pour un montant total de 240 200 \$.

value of \$80,000 as at June 3, 2014, the day before the closing of the transaction, and \$1.85 million in cash (the "Spin-Out").

The Reverse Take-Over and the Spin-Out were completed on June 4, 2014.

Under the arrangement agreement, the X-Terra Resources Corporation shareholders retained, on June 4, 2014, their shares in this corporation (since renames Norvista Capital Corporation ("New Norvista") and received a common share of the Corporation for each three common shares of X-Terra Resources Corporation owned. The value of the Corporation's common share was \$0.10 for a total stated capital amounting to \$392,769.

Concurrent with the closing of the spin-out, the Corporation raised gross proceeds of \$225,000 at the closing of the private placement by issuing 2,250,000 common shares at a price of \$0.10 per share. The Corporation incurred \$10,000 in fees and issue expenses in connection with the financing, which were charged against share capital.

For purposes of these consolidated financial statements, the assets and liabilities transferred to the Corporation as indicated above have been deemed to have been retained by the Corporation and the assets that were not transferred to the Corporation (namely the \$1.85 million and the 2 million shares of Brownstone Energy Inc.) were treated as a deemed distribution to the Corporation's shareholders. Accordingly, in accordance with the requirements of IFRIC 17, Distributions of Non-cash Assets to Owners, those assets were deemed to have been disposed for proceeds equal to their estimated fair value.

Costs related to the transaction and included in professional fees were \$96,396 in 2014 and \$143,804 in 2013 for a total of \$240,200.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

8- Trésorerie et équivalents de trésorerie

8- Cash and cash equivalents

	2014 \$	2013 \$	
Encaisse et soldes bancaires	207 779	20 571	Cash on hand and bank balances
Fonds monétaires	-	1 681 943	Money market funds
	<u>207 779</u>	<u>1 702 514</u>	

9- Titres négociables

9- Marketable securities

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
	Maturité / Maturity	Montant / Amount \$	Maturité / Maturity	Montant / Amount \$
Obligations de société / Corporate bonds	-	<u>-</u>	1 year / 1 an	<u>508 175</u>

a) Taux d'intérêt

Au 31 décembre 2013, les obligations portaient intérêt à un taux fixe de 3,27 %.

b) Juste valeur

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a enregistré dans la perte nette de l'année une variation de la juste valeur des titres négociables de 4 875 \$ (2013 - 6 990 \$).

a) Interest rate

As at December 31, 2013, the bonds bear interest at a fixed rate of 3.27%.

b) Fair value

For the year ended December 31, 2014, the Corporation recognized in net loss for the year a variation of fair value for marketable securities of \$4,875 (2013 - \$6,990).

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

10- Investissement

L'investissement comprend :

Actions ordinaires d'une société
ouverte d'exploration
pétrolière et gazière

2014	2013
\$	\$
-	100 000

10- Investment

Investment comprises:

Common shares of an oil and gas
exploration public company

Solde au 1^{er} janvier
Variation nette de la juste valeur
Disposition de l'investissement
(note 7)
Solde au 31 décembre

2014	2013
\$	\$
100 000	420 000
(20 000)	(320 000)
(80 000)	-
-	100 000

Balance – January 1
Net change in fair value
Disposal of investment (Note 7)
Balance – December 31

La juste valeur de l'investissement dans des actions ordinaires est établie selon le cours de l'action sur une bourse reconnue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

The fair value of the investment in common shares is based on the quoted market price of those shares on a recognized stock exchange at the end of each reporting period.

Une charge de dépréciation de l'investissement disponible à la vente de 10 000 \$ (330 000 \$ en 2013) a été directement enregistrée dans l'état consolidé de la perte.

An impairment loss on the available-for-sale investment of \$10,000 (\$330,000 in 2013) was recorded directly in the consolidated statement of loss.

11- Débiteurs et crédits d'impôt à recevoir

Débiteurs

Taxes à la consommation
Montant à recevoir d'un partenaire
Revenus d'intérêts à recevoir

2014	2013
\$	\$
6 724	30 813
3 120	-
-	2 285
9 844	33 098

Accounts receivable

Sales taxes
Receivable from a partner
Interest income receivable

Crédits d'impôts à recevoir

Crédits d'impôts remboursables et
droits miniers

5 762	24 979
-------	--------

Tax credits receivable

Refundable tax credits and
mining duties

Les crédits d'impôt à recevoir sont classés comme actifs courants.

Tax credits receivable are classified as current assets.

Ressources X-Terra Inc.Notes aux états financiers consolidés
31 décembre 2014 et 2013**X-Terra Resources Inc.**Notes to consolidated financial statements
December 31, 2014 and 2013

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

12- Immobilisations corporelles**12- Property, plant and equipment**

	Équipement informatique / Computer equipment \$	Fourniture de bureau / Office furniture \$	Équipement d'exploration / Exploration equipment \$	Total \$	
Exercice terminé le					
31 décembre 2013					Year ended December 31, 2013
Valeur comptable nette au début de l'exercice	3 240	3 899	3 249	10 388	Opening net book value
Amortissement	(972)	(780)	(975)	(2 727)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>2 268</u>	<u>3 119</u>	<u>2 274</u>	<u>7 661</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2013					As at December 31, 2013
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(11 607)	(4 489)	(5 526)	(21 622)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>2 268</u>	<u>3 119</u>	<u>2 274</u>	<u>7 661</u>	Net book value
Exercice terminé le					
31 décembre 2014					Year ended December 31, 2014
Valeur comptable nette au début de l'exercice	2 268	3 119	2 274	7 661	Opening net book value
Amortissement	(680)	(624)	(682)	(1 986)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>1 588</u>	<u>2 495</u>	<u>1 592</u>	<u>5 675</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2014					As at December 31, 2014
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(12 287)	(5 113)	(6 208)	(23 608)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>1 588</u>	<u>2 495</u>	<u>1 592</u>	<u>5 675</u>	Net book value

Ressources X-Terra Inc.Notes aux états financiers consolidés
31 décembre 2014 et 2013**X-Terra Resources Inc.**Notes to consolidated financial statements
December 31, 2014 and 2013

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

13- Propriétés minières, pétrolières et gazières

Toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières sont situées au Canada.

13- Mining and oil and gas properties

All mining and oil and gas properties are located in Canada.

2014

Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2013 / Balance as at December 31, 2013 \$	Additions / Acquisitions \$	Dépréciation / Impairment (note 6 a)) \$	Solde au 31 décembre 2014 / Balance as at December 31, 2014 \$
Lindsay	24	100	982 617	1 756	(920 989)	63 384
Rimouski	2	50	11 984	2 295	-	14 279
Rimouski North	3	50	15 785	3 078	-	18 863
Trois-Pistoles	8	50	31 514	9 079	-	40 593
Sheldon	-	100	4 070	-	(4 070)	-
			1 045 970	16 208	(925 059)	137 119

2013

Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2012 / Balance as at December 31, 2012 \$	Additions / Acquisitions \$	Dépréciation / Impairment \$	Solde au 31 décembre 2013 / Balance as at December 31, 2013 \$
Lindsay	25	100	982 617	-	-	982 617
Rimouski	2	50	9 989	1 995	-	11 984
Rimouski North	3	50	13 157	2 628	-	15 785
Trois-Pistoles	8	50	23 635	7 879	-	31 514
Sheldon	76	100	-	4 070	-	4 070
			1 029 398	16 572	-	1 045 970

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

14- Frais d'exploration reportés

14- Deferred exploration expenses

						2014
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2013 / Balance as at December 31, 2013	Additions / Acquisitions	Crédits d'impôt / Tax credits	Dépréciation / Impairment (note 6 a))	Solde au 31 décembre 2014 / Balance as at December 31, 2014
		\$				\$
Lindsay	100	551 469	1 860	(520)	(516 882)	35 927
Rimouski	50	43 211	755	(212)	-	43 754
Rimouski North	50	45 536	1 068	(299)	-	46 305
Trois-Pistoles	50	2 092	1 297	(363)	-	3 026
Sheldon	100	27 057	4 500	(1 435)	(30 122)	-
		669 365	9 480	(2 829)	(547 004)	129 012
						2013
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2012 / Balance as at December 31, 2012	Additions / Acquisitions	Crédits d'impôt / Tax credits	Dépréciation / Impairment	Solde au 31 décembre 2013 / Balance as at December 31, 2013
		\$				\$
Lindsay	100	550 528	1 447	(506)	-	551 469
Rimouski	50	43 171	62	(22)	-	43 211
Rimouski North	50	45 496	62	(22)	-	45 536
Trois-Pistoles	50	2 092	-	-	-	2 092
Sheldon	100	-	54 961	(27 904)	-	27 057
		641 287	56 532	(28 454)	-	669 365

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

15- Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Regroupement d'actions

Suivant la transaction décrite à la note 7, pour chaque action ordinaire de X-Terra Resources Corporation en leur possession, les actionnaires ont reçu un tiers d'une action ordinaire de la Société, ce qui a été traité comme un regroupement d'actions et appliqué de façon rétroactive à toutes les données relatives aux actions, à moins d'indication contraire.

Émissions d'actions

Le 4 juin 2014, la société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 2 250 000 actions ordinaires au prix de 0,10 \$ par action ordinaire, pour un produit brut global de 225 000 \$. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 10 000 \$.

16- Options d'achat d'actions

Options d'achat d'actions – Régime de X-Terra Resources Corporation

X-Terra Resources Corporation offrait un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options de XTRC »), autorisant l'octroi d'options d'achat d'actions à ses employés, dirigeants et administrateurs et à des consultants pour acheter un maximum de 10 % du nombre d'actions en circulation de X-Terra Resources Corporation à la date d'attribution. En vertu du régime d'options de XTRC, la durée ne pouvait pas excéder dix ans suivant la date d'attribution. À la suite de la transaction décrite à la note 7, le régime d'options de XTRC a pris fin le 4 juin 2014.

En 2013, X-Terra Resources Corporation a octroyé un total de 525 000 options d'achat d'actions à des administrateurs de la Société, qui peuvent être exercées à 0,10 \$ par action. Les droits des options ont été acquis à la date d'octroi. Ces options expiraient au dixième anniversaire du jour de leur émission. La juste valeur des options octroyées était de 0,098 \$ par action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 51 450 \$. Le cours de l'action de X-Terra Resources

15- Share capital

Authorized

Unlimited common shares without par value

Share consolidation

In connection with the transaction described in Note 7, for each common share of X-Terra Resources Corporation held, shareholders received one third of a common share of the Corporation which was treated as a share consolidation and applied retroactively to all share-related information, except when otherwise noted.

Share issuances

On June 4, 2014, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 2,250,000 common shares at a price of \$0.10 for gross proceeds of \$225,000. The Corporation incurred \$10,000 in fees and issue expenses in connection with the financing.

16- Share purchase options

Share options – X-Terra Resources Corporation

X-Terra Resources Corporation had a share option plan (the "XTRC Plan"), authorizing the granting of stock options to employees, officers and directors and consultants to purchase a total maximum of 10% of the number of outstanding shares of X-Terra Resources Corporation at the date of grant. Under the XTRC Plan, the term of stock options granted could not exceed ten years following the date of grant. Following the transaction described in Note 7, the XTRC Plan was terminated on June 4, 2014.

In 2013, X-Terra Resources Corporation granted a total of 525,000 stock options to directors of the Corporation, which are exercisable at \$0.10 per share. Options vested at the grant date. These options expired on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of options awarded was \$0.098 per share for a total share-based compensation expense of \$51,450. The market price of the X-Terra Resources Corporation's share was equal to the exercise price at the grant

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Corporation était égal au prix d'exercice à la date d'octroi déterminée par le prix de clôture du jour précédent l'octroi. Pour la période du 1^{er} janvier au 4 juin 2014, aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée.

date determined on the previous day's closing price. For the period from January 1, 2014 to June 4, 2014, no stock options were granted.

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des options d'achat d'actions de X-Terra Resources Corporation en circulation :

The following table summarizes information about the movement of X-Terra Resources Corporation's share options outstanding:

Options	From January 1, 2014 to June 4, 2014 / Du 1 ^{er} janvier 2014 au 4 juin 2014		For the year ended December 31, 2013 / Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013	
	Nombre d'options / Number of options ⁽ⁱ⁾	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre d'options / Number of options ⁽ⁱ⁾	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	1 000 000	0,25	1 020 000	1,06
Octroyées / Granted	-	-	525 000	0,10
Expirées / Expired	-	-	(545 000)	1,62
Assumées par Nouveau Norvista / Assumed by New Norvista	(525 000)	0,10	-	-
Annulées / Cancelled	(475 000)	0,42	-	-
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	-	-	1 000 000	0,25
Exerçables / Exercisable	-	-	1 000 000	0,25

(i) Excluant l'effet du regroupement d'actions en vertu duquel pour chaque action ordinaire de X-Terra Resources Corporation en leur possession, les actionnaires ont reçu un tiers d'action ordinaire de la Société (note 7).

(i) Excluding the effect of share consolidated where for each common share of X-Terra Resources Corporation held, shareholders received one third of a common share of the Corporation (Note 7).

La juste valeur des options à la date d'octroi en 2013 a été estimée à 51 450 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The fair value of options at the time of grant in 2013 was estimated at \$51,450 based on the Black-Scholes option pricing model, using the following weighted average assumptions:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

	From January 1, 2014 to June 4, 2014 / Du 1^{er} janvier 2014 au 4 juin 2014	For the year ended December 31, 2013 / Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013
Durée de vie prévue / Expected life	-	10 ans / years
Prix de l'action / Share price	-	0,10 \$
Taux d'intérêt sans risque / Risk-free interest rate	-	2,41%
Volatilité prévue / Expected volatility	-	143 %
Dividende prévu / Expected dividend yield	-	Néant / Nil
Taux de renonciation prévu / Expected forfeiture rate	-	0 %

Aucune option d'achat d'actions n'a été exercée pour la période du 1^{er} janvier au 4 juin 2014 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

No stock options were exercised between January 1, 2014 and June 4, 2014 and for the year ended December 31, 2013.

Options d'achat d'actions – Régime de Ressources X-Terra Inc.

Share options – X-Terra Resources Inc.

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options »), autorisant l'octroi d'options d'achat d'actions à ses employés, aux dirigeants et administrateurs et à des consultants pour acheter un maximum de 10% du nombre d'actions en circulation de la Société à la date d'attribution. En vertu du régime d'options, la durée ne peut pas excéder dix ans suivant la date d'attribution.

The Corporation has a share option plan (the "Option Plan"), authorizing the granting of stock options to employees, officers and directors and consultants to purchase a total maximum of 10% of the number of outstanding shares of the Corporation at the date of grant. Under the Option Plan, the term of stock options granted may not exceed ten years following the date of grant.

Pour la période du 4 juin 2014 au 31 décembre 2014, la Société a octroyé un total de 550 000 options d'achat d'actions à des directeurs de la Société, qui pouvant être exercées à 0,11 \$ par action. Les options ont été acquises à la date d'octroi. Ces options expireront au dixième anniversaire du jour de leur émission. La juste valeur des options octroyées est de 0,108 \$ par action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 59 400 \$. Le cours de l'action de la Société était égal au prix d'exercice à la date d'octroi déterminée par le prix de clôture du jour précédent.

For the period from June 4, 2014 to December 31, 2014, the Corporation granted a total of 550,000 stock options to directors of the Corporation, which are exercisable at \$0.11 per share. Options vested at the grant date. These options will expire on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of options awarded is \$0.108 per share for a total share-based compensation expense of \$59,400. The market price of the Corporation's share was equal to the exercise price at the grant date determined on the previous day's closing price.

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des options d'achat d'actions de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's share options outstanding:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

From June 4, 2014 to December 31, 2014 /
Du 4 juin 2014 au 31 décembre 2014

Options	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	-	-
Octroyées / Granted	550 000	0,11
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	550 000	0,11
Exerçables / Exercisable	550 000	0,11

Aucune option d'achat d'actions n'a été exercée pour la période du 4 juin au 31 décembre 2014.

No stock options were exercised between June 4, 2014 and December 31, 2014.

L'information relative aux options en circulation et exerçables octroyées aux administrateurs et dirigeants au 31 décembre 2014 se détaille comme suit :

Information relating to options outstanding and exercisable granted to directors and officers as at December 31, 2014 is as follows:

Nombre d'options en circulation et exerçables / Number of options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
550 000	9,88 ans /years	0,11
550 000		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

La juste valeur des options à la date d'octroi pour la période du 4 juin au 31 décembre 2014 a été estimée à 59 400 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The fair value of options at the time of grant from June 4, 2014 to December 31, 2014 was estimated at \$59,400 based on the Black-Scholes option pricing model, using the following weighted average assumptions:

	2014
Durée de vie prévue / Expected life	10 ans / years
Prix de l'action / Share price	0,11 \$
Taux d'intérêt sans risque / Risk-free interest rate	1,91%
Volatilité prévue / Expected volatility	143 %
Dividende prévu / Expected dividend yield	Nil
Taux de renonciation prévu / Expected forfeiture rate	0 %

17- Transactions entre parties liées et rémunération des principaux dirigeants

17- Related party transactions and compensation of key management

Transactions entre parties liées

Related party transactions

Les opérations entre parties liées ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf indication contraire, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

	2014	2013	
	\$	\$	
Directeurs ou une société détenue par des dirigeants			Officers or a company held by officers
Honoraires de consultants	106 000	111 980	Consulting fees
Loyer	24 000	24 000	Rent

Au 31 décembre 2014, le solde dû aux parties liées est de 9 175 \$ (2013 – 10 256 \$). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

As at December 31, 2014, the balance due to related parties amounts to \$9,175 (2013 – \$10,256). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

Rémunération des principaux dirigeants

Compensation of key management

La Société a une entente de service avec une partie liée pour fournir des services de gestion à la Société, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et charges sociales.

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

Key management includes directors and officers. The compensation paid or payable to key management is presented below:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

	2014 \$	2013 \$	
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	86 260	85 400	Key management services and directors' fees
Dépense de rémunération à base d'actions	59 400	51 450	Share-based compensation expense
	<u>145 660</u>	<u>136 850</u>	

18- Impôts sur le résultat

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit obtenu en multipliant la perte comptable par le taux d'imposition canadien s'appliquant à la Société :

	2014 \$	2013 \$	
Taux d'imposition statutaire	<u>26,9 %</u>	<u>26,9 %</u>	Statutory tax rate
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	(500 124)	(200 279)	Tax benefit of statutory tax rate
Actifs d'impôts différés non reconnus	(2 598 180)	140 312	Tax effect of unrecognized deferred income tax asset
Incidence de la transaction avec Norvista (note 7)	3 082 119	-	Impact of transaction with Norvista (Note 7)
Écarts permanents	16 185	59 491	Permanent differences
Autre	-	476	Other
	<u>-</u>	<u>-</u>	
Dépense d'impôts différés			Deferred income tax expense

Les avantages fiscaux liés aux écarts temporaires ci-après n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés :

18- Income tax

A reconciliation between income tax expense and the product of accounting loss multiplied by the Corporation's domestic tax rate is as follows:

The tax benefits of the following temporary differences have not been recognized in the consolidated financial statements:

	2014 \$	2013 \$	
Pertes autre qu'en capital	25 813	861 025	Non-capital loss
Pertes en capital	-	1 476 852	Capital loss
Investissement	-	93 222	Investment
Actifs d'exploration	8 706	201 600	Exploration assets
	<u>34 519</u>	<u>2 632 699</u>	
Actifs nets d'impôts différés			Net deferred income tax assets

Au 31 décembre 2014, la valeur fiscale des actifs d'exploration totalisait 298 915 \$ (2 440 870 \$ au 31 décembre 2013). La différence entre la valeur fiscale et la valeur comptable est principalement due à la radiation de certains actifs d'exploration.

As at December 31, 2014, the tax base of the exploration assets totalled \$298,915 (2013 – \$2,440,870). The difference between the tax base and the amount capitalized is due mainly to the fact that certain exploration assets were impaired.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Au 31 décembre 2014, la Société avait des pertes autres qu'en capital d'environ 96 000 \$ (3 201 000 \$ en 2013) qui pourront être utilisées afin de réduire les impôts sur les résultats et ce, avant 2034.

As at December 31, 2014, the Corporation had accumulated non-capital losses for tax purposes of approximately \$96,000 (2013 – \$3,201,000) which can be used to reduce taxable income before 2034.

La Société est assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral et provincial, ainsi qu'à l'impôt minier provincial. Les lois fiscales sont complexes et sont sujettes à diverses interprétations. La Société a déterminé sa charge d'impôt en fonction des interprétations des lois fiscales qui, à son avis, reflètent l'issue la plus probable. Toutefois, elle pourrait devoir modifier sa charge d'impôt si les autorités fiscales étaient ultimement en désaccord avec son interprétation des lois fiscales.

The Corporation is subject to federal and provincial income taxes and provincial mining taxes. Tax laws are complex and can be subject to different interpretations. The Corporation has prepared its tax provision based on the interpretations of tax laws which it believes represent the probable outcome. The Corporation may be required to change its provision for income tax if the tax authorities ultimately are not in agreement with the Corporation's interpretation.

19- Facteurs de risques financiers

19- Financial risk factors

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après.

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below.

Risque de liquidité

Liquidity risk

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Comme mentionné à la note 1, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2014, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 207 779 \$ (2013 – 1 702 514 \$) pour régler ses passifs courants de 22 325 \$ (2013 – 96 678 \$). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2014, the Corporation had cash and cash equivalents amounting to \$207,779 (2013 – \$1,702,514) to settle current liabilities of \$22,325 (2013 – \$96,678). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes à la consommation réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial ainsi qu'un montant à recevoir d'un partenaire (reçu en 2015). La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie dans une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2014, sont composés de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créditeurs et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax, as well as amounts receivable from a partner (reimbursed in 2015). The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2014 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Hiérarchie de la juste valeur

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus à la date de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Au 31 décembre 2014, aucun instrument n'est considéré de niveau 1 (l'investissement disponible à la vente en 2013).

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré de niveau 3.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

Fair value hierarchy

Financial instruments in Level 1

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2014, there is no instrument included in Level 1 (available-for-sale investment in 2013).

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31 2014 and 2013, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

20- Politiques et procédures de gestion du capital

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont d'assurer que la Société soit capable de poursuivre ses opérations, incluant l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières, pétrolières et gazières.

La Société considère les capitaux propres, totalisant 475 984 \$ au 31 décembre 2014 (31 décembre 2013 – 4 000 622 \$), comme son capital.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements pour s'assurer que la liquidité soit suffisante pour poursuivre ses activités E&E sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières. Par conséquent, si nécessaire, elle tentera d'obtenir des capitaux supplémentaires par le biais des marchés boursiers.

Il n'y a eu aucun changement important dans l'approche de gestion du capital de la Société pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2014. La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposé de l'extérieur, sauf lorsqu'elle conclut un placement en actions accréditatives pour lequel le montant doit être utilisé aux fins de dépenses d'E&E. Les changements dans le capital sont présentés dans l'état consolidé des variations des capitaux propres.

20- Capital management policies and procedures

The Corporation's capital management objectives are to preserve its ability to continue as a going concern and to pursue its operations, including the acquisition and exploration and evaluation of mining and oil and gas properties.

The Corporation considers equity, which totals \$475,984 as at December 31, 2014 (December 31, 2013 – \$4,000,622), as its capital.

The Corporation manages its capital structure on a going concern basis and makes adjustments to ensure that sufficient liquidity is available to pursue its mining and oil and gas property E&E activities. Accordingly, as necessary, it will attempt to obtain additional capital through equity markets.

There were no significant changes in the Corporation's approach to capital management during the year ended December 31, 2014. The Corporation does not have any externally imposed capital requirements or regulatory or contractual requirements to which it is subject, unless the Corporation closes a flow-through private placement, in which case the funds are restricted in use for E&E expenses. Changes in capital are presented in the consolidated statement of changes in equity.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

21- Retraitement des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités antérieurs

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités des deuxième et troisième trimestres de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraités pour donner effet à l'enregistrement d'une dépréciation de la propriété Lindsay et des dépenses d'exploration associées en juin 2014, tel que décrit à la note 6.

Les effets du retraitement sont comme suit :

21- Restatement of prior unaudited condensed interim consolidated financial statements

The condensed interim consolidated financial statements of the second and third quarters of the year ended December 31, 2014 have been restated to give effect to the recording of the impairment of the Lindsay property and associated deferred exploration expenses in June 2014 as disclosed in Note 6.

The effects of the restatement are as follows:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

États consolidés intermédiaires de la situation financière (non audité)

Interim Consolidated Statements of Financial Position (unaudited)

Au 30 juin 2014

As at June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Actifs				Assets
Actifs courants				Current assets
Trésorerie et équivalents de trésorerie	292 355	-	292 355	Cash and cash equivalents
Titres négociables	-	-	-	Marketable securities
Investissement	-	-	-	Investment
Débiteurs	29 151	-	29 151	Accounts receivable
Crédits d'impôt à recevoir	9 683	-	9 683	Tax credits receivable
Assurance payée d'avance	2 494	-	2 494	Prepaid insurance
	<u>333 683</u>	<u>-</u>	<u>333 683</u>	
Actifs non courants				Non-current assets
Immobilisations corporelles	6 668	-	6 668	Property, plant and equipment
Propriétés minières, pétrolières et gazières	1 045 970	(920 989)	124 981	Mining and oil and gas properties
Frais d'exploration reportés	671 142	(516 882)	154 260	Deferred exploration expenses
	<u>1 723 780</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>285 909</u>	
Total des actifs	<u>2 057 463</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>619 592</u>	Total assets
Passif				Liabilities
Passif courant				Current liabilities
Créditeurs et frais courus	15 654	-	15 654	Accounts payable and accrued liabilities
Total du passif	<u>15 654</u>	<u>-</u>	<u>15 654</u>	Total liabilities
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.				Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders
Capital actions	612 769	-	612 769	Share capital
Surplus d'apport	29 660 567	-	29 660 567	Contributed surplus
Cumul des autres éléments du résultat global	-	-	-	Accumulated other comprehensive income
Déficit	(28 231 527)	(1 437 871)	(29 669 398)	Deficit
Total des capitaux propres	<u>2 041 809</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>603 938</u>	Total equity
Total du passif et des capitaux propres	<u>2 057 463</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>619 592</u>	Total liabilities and equity

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

**États consolidés intermédiaires de la
situation financière (non audité)**

**Interim Consolidated Statements of
Financial Position (unaudited)**

Au 30 septembre 2014

As at September 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Actifs				Assets
Actifs courants				Current assets
Trésorerie et équivalents de trésorerie	243 082	-	243 082	Cash and cash equivalents
Titres négociables	-	-	-	Marketable securities
Investissement	-	-	-	Investment
Débiteurs	23 035	-	23 035	Accounts receivable
Crédits d'impôt à recevoir	10 229	-	10 229	Tax credits receivable
Assurance payée d'avance	443	-	443	Prepaid insurance
	<u>276 789</u>	<u>-</u>	<u>276 789</u>	
Actifs non courants				Non-current assets
Immobilisations corporelles	6 171	-	6 171	Property, plant and equipment
Propriétés minières, pétrolières et gazières	1 060 173	(920 989)	139 184	Mining and oil and gas properties
Frais d'exploration reportés	672 546	(516 882)	155 664	Deferred exploration expenses
	<u>1 738 890</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>301 019</u>	
Total des actifs	<u>2 015 679</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>577 808</u>	Total assets
Passif				Liabilities
Passif courant				Current liabilities
Créditeurs et frais courus	18 596	-	18 596	Accounts payable and accrued liabilities
Total du passif	<u>18 596</u>	<u>-</u>	<u>18 596</u>	Total liabilities
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.				Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders
Capital actions	612 769	-	612 769	Share capital
Surplus d'apport	29 660 567	-	29 660 567	Contributed surplus
Cumul des autres éléments du résultat global	-	-	-	Accumulated other comprehensive income
Déficit	(28 276 253)	(1 437 871)	(29 714 124)	Deficit
Total des capitaux propres	<u>1 997 083</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>559 212</u>	Total equity
Total du passif et des capitaux propres	<u>2 015 679</u>	<u>(1 437 871)</u>	<u>577 808</u>	Total liabilities and equity

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

**États consolidés intermédiaires de la perte
(non audité)**

**Interim Consolidated Statements of Loss
(unaudited)**

Période de trois mois terminée le 30 juin 2014

Three-month period ended June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels	115 896	-	115 896	Professional fees
Honoraires de consultants	30 780	-	30 780	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes	11 801	-	11 801	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux	10 084	-	10 084	Office and general
Frais de conférences et de promotion	4 884	-	4 884	Conference and promotion
Amortissement	497	-	497	Depreciation
Dépenses d'exploration	-	-	-	Exploration expenses
Dépréciation de propriétés minières	-	920 989	920 989	Write-off on mining property
Dépréciation de frais d'exploration reportés	-	516 882	516 882	Write-off on deferred exploration expenses
Recouvrement de crédit d'impôt	(3 267)	-	(3 267)	Tax credit recovery
Perte d'exploitation	170 675	1 437 871	1 608 546	Operating loss
Revenus financiers	(5 865)	-	(5 865)	Finance income
Variation de la juste valeur des titres négociables	2 620	-	2 620	Variation of fair value in marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	-	-	-	Impairment on available-for-sale investment
Perte sur disposition d'investissement	10 000	-	10 000	Loss on disposal of an investment
Perte nette de la période	177 430	1 437 871	1 615 301	Net loss for the period
Perte nette par action de base et diluée	0,04	0,31	0,35	Basic and diluted net loss per share

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

**États consolidés intermédiaires de la perte
(non audité)**

**Interim Consolidated Statements of Loss
(unaudited)**

Période de six mois terminée le 30 juin 2014

Six-month period ended June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement/ Effects of restatement	Solde après retraitement/ Balance after restatement	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels	136 364	-	136 364	Professional fees
Honoraires de consultants	55 300	-	55 300	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes	19 744	-	19 744	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux	19 602	-	19 602	Office and general
Frais de conférences et de promotion	7 666	-	7 666	Conference and promotion
Amortissement	993	-	993	Depreciation
Dépenses d'exploration	1 500	-	1 500	Exploration expenses
Dépréciation de propriétés minières	-	920 989	920 989	Write-off on mining property
Dépréciation de frais d'exploration reportés	-	516 882	516 882	Write-off on deferred exploration expenses
Recouvrement de crédit d'impôt	(3 267)	-	(3 267)	Tax credit recovery
Perte d'exploitation	237 902	1 437 871	1 675 773	Operating loss
Revenus financiers	(13 964)	-	(13 964)	Finance income
Variation de la juste valeur des titres négociables	4 875	-	4 875	Variation of fair value in marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	-	-	-	Impairment on available-for-sale investment
Perte sur disposition d'investissement	10 000	-	10 000	Loss on disposal of an investment
Perte nette de la période	238 813	1 437 871	1 676 684	Net loss for the period
Perte nette par action de base et diluée	0,06	0,33	0,39	Basic and diluted net loss per share

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

**États consolidés intermédiaires de la perte
(non audité)**

**Interim Consolidated Statements of Loss
(unaudited)**

Période de neuf mois terminée le 30 septembre
2014

Nine-month period ended September 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels	136 959	-	136 959	Professional fees
Honoraires de consultants	81 720	-	81 720	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes	26 015	-	26 015	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux	29 023	-	29 023	Office and general
Frais de conférences et de promotion	9 825	-	9 825	Conference and promotion
Amortissement	1 490	-	1 490	Depreciation
Dépenses d'exploration	1 500	-	1 500	Exploration expenses
Dépréciation de propriétés minières	-	920 989	920 989	Write-off on mining property
Dépréciation de frais d'exploration reportés	-	516 882	516 882	Write-off on deferred exploration expenses
Recouvrement de crédit d'impôt	(3 267)	-	(3 267)	Tax credit recovery
Perte d'exploitation	283 265	1 437 871	1 721 136	Operating loss
Revenus financiers	(14 601)	-	(14 601)	Finance income
Variation de la juste valeur des titres négociables	4 875	-	4 875	Variation of fair value in marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	-	-	-	Impairment on available-for-sale investment
Perte sur disposition d'investissement	10 000	-	10 000	Loss on disposal of an investment
Perte nette de la période	283 539	1 437 871	1 721 410	Net loss for the period
Perte nette par action de base et diluée	0,06	0,29	0,35	Basic and diluted net loss per share

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

États consolidés intermédiaires de la perte globale (non audité)

Interim Consolidated Statements of Comprehensive Loss (unaudited)

Période de trois mois terminée le 30 juin 2014

Three-month period ended June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Perte nette de la période	177 430	1 437 871	1 615 301	Operating loss
Autres éléments de la perte globale				Other comprehensive loss
Disposition d'un investissement disponible à la vente				Disposal of available-for-sale investment
Reclassement de la perte réalisée à l'état de la perte				Reclassification of the realized loss to the statement of loss
	10 000	-	10 000	
Autres éléments de la perte globale	10 000	-	10 000	Other comprehensive loss
Perte globale de la période	187 430	1 437 871	1 625 301	Comprehensive loss for the period

États consolidés intermédiaires de la perte globale (non audité)

Interim Consolidated Statements of Comprehensive Loss (unaudited)

Période de six mois terminée le 30 juin 2014

Six-month period ended June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Perte nette de la période	238 813	1 437 871	1 676 684	Operating loss
Autres éléments de la perte globale				Other comprehensive loss
Disposition d'un investissement disponible à la vente				Disposal of available-for-sale investment
Reclassement de la perte réalisée à l'état de la perte				Reclassification of the realized loss to the statement of loss
	10 000	-	10 000	
Autres éléments de la perte globale	10 000	-	10 000	Other comprehensive loss
Perte globale de la période	248 813	1 437 871	1 686 684	Comprehensive loss for the period

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

États consolidés intermédiaires de la perte globale (non audité)

Interim Consolidated Statements of Comprehensive Loss (unaudited)

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2014

Nine-month period ended September 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Perte nette de la période	283 539	1 437 871	1 721 410	Operating loss
Autres éléments de la perte globale				Other comprehensive loss
Disposition d'un investissement disponible à la vente				Disposal of available-for-sale investment
Reclassement de la perte réalisée à l'état de la perte	10 000	-	10 000	Reclassification of the realized loss to the statement of loss
Autres éléments de la perte globale	10 000	-	10 000	Other comprehensive loss
Perte globale de la période	293 539	1 437 871	1 731 410	Comprehensive loss for the period

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie (non audité)

Interim Consolidated Statements of Cash Flows (unaudited)

Période de six mois terminée le 30 juin 2014

Six-month period ended June 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Flux de trésorerie provenant des				Cash flows from
Activités opérationnelles				Operating activities
Perte nette de la période	(238 813)	(1 437 871)	(1 676 684)	Net loss for the period
Ajustements pour :				Adjustments for:
Amortissement	993	-	993	Depreciation
Dépréciation de propriétés minières	-	920 989	920 989	Write-off on mining property
Dépréciation de frais d'exploration reportés	-	516 882	516 882	Write-off on deferred exploration expenses
Recouvrement de crédit d'impôt	(3 267)	-	(3 267)	Tax credit recovery
Variation de la juste valeur des titres négociables	4 875	-	4 875	Variation of fair value in marketable securities
Perte sur disposition d'investissement	10 000	-	10 000	Loss on disposal of an investment
	<u>(226 212)</u>	<u>-</u>	<u>(226 212)</u>	
				Changes in non-cash of working capital items
Variation nette du fonds de roulement				
Débiteurs	3 947	-	3 947	Accounts receivable
Assurance payée d'avance	3 044	-	3 044	Prepaid insurance
				Accounts payable and accrued liabilities
Créditeurs et frais courus	<u>(86 024)</u>	<u>-</u>	<u>(86 024)</u>	
	<u>(79 033)</u>	<u>-</u>	<u>(79 033)</u>	
Flux de trésorerie utilisés dans les activités opérationnelles	<u>(305 245)</u>	<u>-</u>	<u>(305 245)</u>	Net cash used in operating activities
Activités d'investissement				Investing activities
Crédits d'impôt reçus	19 786	-	19 786	Tax credit received
Disposition des titres négociables	503 300	-	503 300	Disposal of marketable securities
Dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières	-	-	-	Expenditures on mining and oil and gas properties
Dépenses de frais d'exploration reportés	<u>(3 000)</u>	<u>-</u>	<u>(3 000)</u>	Expenditures on deferred exploration expenses
Flux de trésorerie provenant des (utilisés dans les) activités d'investissement	<u>520 086</u>	<u>-</u>	<u>520 086</u>	Net cash provided by (used in) investing activities
Activités de financement				Financing activities
Placement privé	225 000	-	225 000	Private placement
Transaction avec Norvista	<u>(1 850 000)</u>	<u>-</u>	<u>(1 850 000)</u>	Transaction with Norvista
Flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement	<u>(1 625 000)</u>	<u>-</u>	<u>(1 625 000)</u>	Net cash used in financing activities
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie durant la période	<u>(1 410 159)</u>	<u>-</u>	<u>(1 410 159)</u>	Net change in cash and cash equivalents during the period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	<u>1 702 514</u>	<u>-</u>	<u>1 702 514</u>	Cash and cash equivalents – Beginning of period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	<u>292 355</u>	<u>-</u>	<u>292 355</u>	Cash and cash equivalents – End of period

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie (non audité)

Interim Consolidated Statements of Cash Flows (unaudited)

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2014

Nine-month period ended September 30, 2014

	Comme établi antérieurement / As previously reported	Effets du retraitement / Effects of restatement	Solde après retraitement / Balance after restatement	
Flux de trésorerie provenant des				Cash flows from
Activités opérationnelles				Operating activities
Perte nette de la période	(283 539)	(1 437 871)	(1 721 410)	Net loss for the period
Ajustements pour :				Adjustments for:
Amortissement	1 490	-	1 490	Depreciation
Dépréciation de propriétés minières	-	920 989	920 989	Write-off on mining property
Dépréciation de frais d'exploration reportés	-	516 882	516 882	Write-off on deferred exploration expenses
Recouvrement de crédit d'impôt	(3 267)	-	(3 267)	Tax credit recovery
Variation de la juste valeur des titres négociables	4 875	-	4 875	Variation of fair value in marketable securities
Dépréciation d'investissement disponible à la vente	-	-	-	Impairment on available-for-sale investment
Perte sur disposition d'investissement	10 000	-	10 000	Loss on disposal of an investment
	<u>(270 441)</u>	<u>-</u>	<u>(270 441)</u>	
Variation nette du fonds de roulement				Changes in non-cash of working capital items
Débiteurs	10 063	-	10 063	Accounts receivable
Assurance payée d'avance	5 095	-	5 095	Prepaid insurance
Créditeurs et frais courus	(84 592)	-	(84 592)	Accounts payable and accrued liabilities
	<u>(69 434)</u>	<u>-</u>	<u>(69 434)</u>	
Flux de trésorerie utilisés dans les activités opérationnelles	<u>(339 875)</u>	<u>-</u>	<u>(339 875)</u>	Net cash used in operating activities
Activités d'investissement				Investing activities
Crédits d'impôt reçus	19 786	-	19 786	Tax credit received
Disposition des titres négociables	503 300	-	503 300	Disposal of marketable securities
Dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières	(13 053)	-	(13 053)	Expenditures on mining and oil and gas properties
Dépenses de frais d'exploration reportés	(4 590)	-	(4 590)	Expenditures on deferred exploration expenses
Flux de trésorerie provenant des (utilisés dans les) activités d'investissement	<u>505 443</u>	<u>-</u>	<u>505 443</u>	Net cash provided by (used in) investing activities
Activités de financement				Financing activities
Placement privé	225 000	-	225 000	Private placement
Transaction avec Norvista	(1 850 000)	-	(1 850 000)	Transaction with Norvista
Flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement	<u>(1 625 000)</u>	<u>-</u>	<u>(1 625 000)</u>	Net cash used in financing activities
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie durant la période	<u>(1 459 432)</u>	<u>-</u>	<u>(1 459 432)</u>	Net change in cash and cash equivalents during the period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	<u>1 702 514</u>	<u>-</u>	<u>1 702 514</u>	Cash and cash equivalents – Beginning of period
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	<u>243 082</u>	<u>-</u>	<u>243 082</u>	Cash and cash equivalents – End of period